Les démocraties face à la violence

Note du traducteur

« Ainsi l'effigie de chaque homme morcelée, en quelque sorte, et dispersée sur la surface de la terre ne s'achève et ne se complète que par l'observation ; il voit dans les autres êtres les diverses portions de son être, et ne se voit en entier que dans le tout ».
Hérault de Séchelles, Théorie de l'Ambition.

Les informations et les analyses qui suivent, portant sur différents pays, sont tirées du Bulletin (« Mit-Teilung ») publié, toutes les 2 ou 3 semaines environ, par l'International Archive Team de Londres[[I.A.T., 83 A Haverstock Hill, London, N.W.3]], bulletin qui regroupe les informations communiquées par ses correspondants à l'étranger. Les appréciations sont celles de l'I.A.T., et sont d'ailleurs le plus souvent signées, comme ici, par John Olday. Titres et intertitres sont de *La Lanterne Noire*.

Pour que la réflexion, nécessaire, puisse s'engager sur les thèses qui y sont avancées, il m'a paru essentiel de respecter la forme de ce matériau, tout en regroupant les passages se rapportant à un même thème. Si les notes sur l'Allemagne, qui forment le gros de ce texte, s'ouvrent quelque peu brusquement, sur le siège de Stockholm, c'est que j'ai préféré remettre au prochain numéro trois articles de l'I.A.T., tirés de *Black Flag* (l'organe de la Croix Noire Anarchiste britannique), et qui devaient servir d'introduction. Ces articles, qui forment une présentation rapide du mouvement anarchiste allemand actuel, de la R.A.F. et du Mouvement du 2 juin, avec des précisions sur l'exécution du « traître » Ulrich Schmücker, en juin 1974, par le « Commando Juin Noir »,

trouveront en effet mieux leur place dans le prochain numéro, qui devrait aborder le problème de l'organisation. Il m'a paru plus utile, en attendant, de présenter des informations plus complètes, avec les conclusions de John Olday.

On peut poser la question de l'intérêt d'une information aussi détaillée, sur un tel sujet, qui a déjà fait l'objet de pas mal d'études[[Sur l'Allemagne, on pourra se référer aux ouvrages suivants, parus en France depuis quelques années : La « Bande à Baader » ou la violence révolutionnaire (textes de la R.A.F., avec une introduction d'Émile Marenssin, Ed. Champ Libre, 1972) ; Faire de la maladie une arme, par le S.P.K. (Sozialistiches Patientenkollektiv, Ed. Champ Libre, 1973), ainsi que la brochure sur le Procès du S.P.K. (Cahiers de Recherches, supplément à Recherches, 1973) ; et l'ouvrage collectif À propos du procès Baader-Meinhof (Fraction Armée Rouge) : la torture dans les prisons en R.F.A. (Christian Bourgois éd., 1975), qui reproduit entre autres certains articles parus dans Les Temps Modernes, et donne un bon aperçu des techniques de « torture silencieuse » (déprivation sensorielle) mises en œuvre contre les prisonniers politiques.]], et pour lequel la presse gauchiste n'observe pas le mutisme habituellement de rigueur dès qu'il s'agit de violence armée dans une société qui nous est proche. C'est justement là une première raison de publier ces analyses – ne serait-ce que parce qu'il s'agit d'un son de cloche différent, et parce qu'elles permettent de se faire une image différente de la réalité allemande que ne l'admettent les versions maoïsantes qui ont cours par ailleurs.

C'est d'ailleurs là où John Olday rejoint l'unanimité de gauche que je voudrais émettre des réserves, car ce point est d'importance. C'est reprendre à son compte une thèse banale de nos jours que de dire : « Croissant est plus proche des conceptions anarchistes quand il déclare (...) : « (...) Ce n'est pas une affaire de légalité ou d'illégalité, mais de fascisme ou d'antifascisme. Ou bien on admet un système qui

détruit les individus, ou bien on lutte contre le fascisme. Le chemin qui mène au socialisme passe sur le cadavre du fascisme ». C'est là toute la rhétorique « nouveau fascisme – nouvelle démocratie », affectionnée par les maoïstes, et qui prend tout son sens si l'on se rappelle qu'elle fut énoncée, en France, par les débris de la Gauche Prolétarienne, au lendemain de querelles intestines particulièrement sanglantes[[et qui permirent à certains leaders – depuis reconvertis dans le démocratisme à Libération (n'est-ce pas, M. July ?), où ils acceptent de frayer avec des libertaires authentiques – de démontrer qu'ils sauraient être, au besoin, les dignes émules de la Guépéou.]], même si elles n'atteignirent pas (et de loin) la férocité des massacres au sein de l'Armée Rouge japonaise à la même époque – serait-ce que l'enjeu y était sans commune mesure ?

Les informations sur le Japon montrent combien est générale cette tendance qui voit un État démocratique industriel mettre tout en œuvre pour écraser la contestation, en braquant les projecteurs sur le combat singulier des forces de l'ordre contre un groupe de guérilla urbaine, qui incarne (et polarise) la subversion : Armée Rouge, puis Front Armé Anti-Japonais au Japon ; Panthères Noires et Weathermen, suivis d'une myriade de groupes successeurs (dont la Symbionese Liberation Army) aux U.S.A. ; Brigades Rouges puis Noyaux Armés Prolétariens en Italie... En Grande-Bretagne, la Brigade de la Colère a été largement éclipsée par l'I.R.A. et les groupes qui en sont issus. Et c'est tout à fait incidemment que l'on apprend que la Suède possède un arsenal répressif qui n'a rien à envier à celui de l'Allemagne, que la Suisse use des mêmes méthodes que celle-ci à l'égard de Petra Krause et de ses compagnons, soupçonnés d'avoir aidé la R.A.F... Malgré le F.L B. et les Corses, la France semble presque une oasis de calme et de tranquillité. La France, mère de la démocratie – comme l'Angleterre est mère des parlements – et qui se donne les mêmes moyens que ses voisins (cf. le système SAFARI, et nos propres lois scélérates, qui, tout comme les

lois anglaises, sont simplement *plus vieilles* que celles des autres pays). Voilà pourtant des pays où l'on ne peut pas invoquer un passé fasciste récent, qui ne demanderait qu'à se réaffirmer à la première défaillance des démocrates...

L'examen attentif des situations où cette tendance est la plus marquée s'impose, si nous voulons comprendre l'évolution de notre propre société. Quand l'exception devient la règle, il convient de revoir ses bases d'interprétation, et en particulier de se demander : qu'est-ce que la démocratie ? Depuis le temps que nous savons que l'idéologie dominante moule nos propres pensées, nous avons oublié de remarquer que, en France, l'anarchisme lui-même est républicain, laïque et rationaliste. Il serait bon de voir que l'opposition triangulaire entre fascisme, bolchevisme et démocratie est, avant tout, véhiculée par ces idéologies elles-mêmes. Et pourtant, il faudrait réfléchir à ce que Lénine pouvait bien comprendre par « démocratie prolétarienne », lui qui se revendiquait explicitement du jacobinisme français [[Cf. l'anthologie publiée à Moscou en 1945, en différentes langues, et dont la version française a été reprise sous le titre : Marx, Engels, Lénine, Staline : **La lutte des partisans selon les auteurs classiques du marxisme-léninisme** (introduction de Patrick Kessel, U.G.E. Collection « 10/18 », 1975).]] et comment un parti aussi authentiquement totalitaire que le P.C.F. a pu se reconvertir aussi pleinement à la démocratie et à l'héritage de la « grande Révolution de 89 » ; à ce qu'implique, enfin, sa revendication d'une « démocratie avancée » comme premier pas vers le socialisme [[Voir le livre de J. L. Talmon : **Les origines de la démocratie totalitaire** (traduit de l'anglais : Calmann-Lévy, collection « Liberté de l'Esprit », 1966). Voir aussi les textes reproduits dans le N° 2 des **Cahiers du Futur** (sur « La Dictature » : Ed. Champ Libre, 1974), auxquels j'ai consacré un article dans le N° 2 de **La Lanterne Noire** ; article auquel ces réflexions sont un premier post-scriptum.]]

Ne serait-ce pas ces systèmes ne sont que des moments historiques d'une même évolution, dont nous voyons aujourd'hui l'accomplissement, une révolution bureaucratique achevant la révolution industrielle qui l'a fait naître ? L'informatique et la psychiatrie donnent enfin aux classes dominantes la possibilité de réaliser leur rêve, nécessaire depuis que Dieu est mort : la dictature totale de la Raison sur le réel, s'étendant à tous les instants de la vie, par la répression instantanée de toute contestation en actes, de quelque côté qu'elle vienne. À cet égard, la lutte contre les guérillas, urbaines et rurales, semble bien être le banc d'essai des systèmes qui serviront contre tout groupe révolutionnaire, dans un avenir trop rapproché pour qu'il soit confortable d'y réfléchir.

C'est pourtant ce que nous devons faire, et c'est ainsi que nous pourrons donner un sens au terme de solidarité avec ces groupes dont nous sommes séparés par tant de points fondamentaux – et d'abord par leur avant gardisme, qui les amène, qu'ils le veuillent ou non, à se poser en « interlocuteurs valables » de l'État qu'ils attaquent. Solidarité qui, autrement, reste un hochet pour apaiser les consciences.

P. Lepeintre

France

Un appel à la solidarité lancé par nos camarades de Toulouse

Solidarité avec les membres et les membres supposés des Groupes d'Action Révolutionnaire internationalistes (GARI) détenus en France et en Espagne !

Salvador Puig Antich ayant été garrotté en Espagne, et les membres du Mouvement Ibérique de Libération (MIL) se trouvant menacés de mort, ils décidèrent avec leurs camarades français de repondre à l'agression de l'État policier par l'action directe. La première action eut lieu le 23 mars 1974, et

prenait pour cible l'Espagne de Franco. Elle fut revendiquée par les Groupes Autonomes d'Intervention (GAI). Le 3 mai 1974, les GARI revendiquaient l'enlèvement de M. Suarez, directeur de la Banque de Bilbao. Au cours du mois de juillet, des actions de sabotage furent effectuées à la frontière franco-espagnole, suivies de l'attaque de cars espagnols à Lourdes et du sabotage du Tour de France. Les objectifs suivants furent des banques espagnoles et Ibéria en Belgique.

Le gouvernement français, sous la pression de Franco, arrêta une vingtaine de camarades qui furent inculpés de recel (11 de recel et 9 d'attentats et d'atteinte à la sûreté de l'État – N.d.T.). Parmi les 4 camarades des GARI arrêtés en septembre, il y a eu plusieurs cas de torture. Fin juin 75, 5 camarades étaient encore détenus en France et 4 en Espagne.

L'I.A.T. avait diffusé à l'époque une information sur la collaboration des polices secrètes française, britannique et espagnole à l'occasion de l'interrogatoire de camarades en Angleterre que l'on voulait faire « aider la police dans son enquête » (l'euphémisme habituel outre-Manche, qui masque le fait que, la garde à vue n'existant pas, un suspect est détenu en fait illégalement ! N.d.T.).

Certains anarchistes ont trouvé bon de dénoncer bruyamment la lutte armée et de refuser la solidarité avec les camarades des GARI. La position de l'I.A.T. a été de soutenir tous les libertaires qui se révoltent, réagissant contre la violence de la répression étatique à la lumière de leur propre conscience. Il est impensable, pour tout anarchiste sincère, que l'on puisse refuser la solidarité avec un révolté quel qu'il soit quand il est entre les mains de la justice.

Les Groupes de Solidarité essaient actuellement de se coordonner, pour mobiliser une campagne internationale pour la défense des camarades encore détenus dans les prisons de France et d'Espagne.

Les prisons de tous les pays sont pleines à craquer. Les groupes révolutionnaires sont partout une minorité, et manquent lourdement de moyens pour continuer le combat. Nous n'avons pas de mécènes à Washington, à Moscou ou à Pékin, et aucun roi du Pétrole pour pomper des subsides pour équilibrer nos souscriptions pour frais d'impression, ou nos frais d'organisation. Tout ce que la Coordination de Toulouse des groupes de solidarité peut espérer, ce sont les centimes que les travailleurs qui sont encore employés pourront soutirer de leurs enveloppes de paye. Cependant, il n'y a pas d'inflation en matière de solidarité, où il s'agit de venir en aide aux camarades emprisonnés et à leurs familles dans l'épreuve : là, peu importe si les sommes versées sont faibles – chaque centime a comme une puissance dynamique d'encourager la camaraderie qui rompt l'isolement.

Correspondance : Librairie « Votre Livre », 14 rue de l'Étoile, Toulouse ou : Librairie « Jargon Libre » 6 rue de la Reine Blanche, Paris (13^{e}).

Solidarité économique : INES, C.C.P. 558-95. Toulouse.

(Des 9 camarades inculpés devant la Cour de Sûreté de l'État, 4 sont encore en détention préventive un an après leur arrestation : Raymond Delgado, Mario Ines-Torres, Michel Camilleri et Jean-Marc Rouillan. Leur procès n'aura pas lieu avant le début de l'année prochaine. Quant aux 11 camarades arrêtés après l'enlèvement du banquier Suarez, ils ont tous été libérés. L'un d'entre eux, cependant, n'a plus à s'inquiéter de la lenteur des juges et des tracasseries policières : Arnaud Chastel est mort cet été, des suites d'un accident d'avion.

Rappelons que nous avons publié une Chronologie complète de l'affaire dans le N° 2 de *La Lanterne Noire*).

Allemagne

Le siège de Stockholm

Le 24 avril 1975, le « Commando Holger Meins » fait irruption dans l'ambassade d'Allemagne et prend des otages. Il exige la libération de 26 prisonniers en Allemagne. Le gouvernement allemand met sur pied un « groupe d'urgence multi-parti » (Sociaux-Démocrates, Libéraux, Démocrates-Chrétiens). Refus de négocier avec le Commando Holger Meins. Les pompiers de Stockholm aident certains membres du personnel à s'évader à l'aide d'échelles. Plusieurs centaines de policiers en uniforme et avec des gilets pare-balles pénètrent dans l'ambassade. Le commando menace d'exécuter les otages si la police ne se retire pas. La police ne tient pas compte de l'avertissement. L'attaché militaire Andreas von Mirbach est la première victime, criblé de 4 balles. Les policiers, dans la ligne de tir, ne peuvent aller jusqu'à l'escalier. Le commando permet à deux policiers en sous-vêtements d'emporter Mirbach. Les forces de police se retirent. Le président de la police suédoise Geijel informe le commando du refus du gouvernement allemand. Il essaie la tactique habituelle de persuasion. Le commando refuse la discussion. Heinz Hillegaart, l'attaché commercial de l'ambassade, est abattu, le commando fait sauter les étages supérieurs du bâtiment, et profite de la confusion pour s'échapper. Brève fusillade. 5 membres du commando arrêtés. 1 membre du commando, masqué, se suicide à l'intérieur du bâtiment en flammes. Les membres arrêtés refusent de répondre aux interrogatoires. La police suédoise alerte les ports, les aéroports et les garde-frontières. L'ambassade à Malmö reçoit une protection renforcée. Communiqué du commando dans la boite à lettres de l'agence suédoise T. T. Agenture. Recherches dans tout le pays. Des fonctionnaires de la Sécurité allemande arrivent par avion. Les empreintes digitales permettent l'identification des membres du commando, sauf le suicidé.

Siegfried Hausner fut transporté à l'hôpital Karolinska, brûlé

à 40 % et avec une fracture du crâne. Quand il reprit conscience au bout de 90 heures, on lui dit qu'il serait remis aux Allemands. Le journal de Stockholm *Expression* a cité un médecin spécialiste, qui dénonçait cette décision comme étant un crime. Un spécialiste des brûlures allemand exprima le même avis. Hausner fut transféré à l'hôpital-prison de Stuttgart-Stammheim, où il devait succomber rapidement (le 4 mai). (Les autres membres du C.H.M. furent remis aux autorités allemandes avec lui. – N.d.T.).

Siegfried Hausner, 23 ans : ancien membre du collectif socialiste de malades (S.P.K.) à Heidelberg. Hausner y apprit la fabrication d'engins explosifs, la technique radio et la falsification de documents. Il participa à la préparation de l'attentat contre l'hôpital psychiatrique de Wiesloch, près de Heidelberg, fut arrêté, mais relâché après 6 mois, pour lui permettre de finir ses études à l'université (!). Hausner entra dans la clandestinité, devint membre de la R.A.F. Réarrêté, il fut trouvé en possession d'un pistolet et de 100 cartouches.

Lutz Taufer, 31 ans : Ancien membre de Spartacus (groupe étudiant de Heidelberg). Entra dans la Commune de Mannheim. Actif dans le secours aux prisonniers. Entra ensuite au S.P.K.

Bernhard Maria Rôssner, 28 ans : Actif dans le mouvement de squatters à Hambourg.

Karl Heinz Dellow, 21 ans : Participa aux mouvements de squatters. Dans une bagarre avec la police, se servit d'une barre de fer, et blessa un policier.

Hanna Krappe : Participa aux mouvements de squatters. Membre du Comité à Hambourg contre la torture dans les prisons. Aida à propager la grève de la faim lancée par Ulrike Meinhoff (le 13 septembre 1974), et qui aboutit à la mort de Holger Meins (le 9 novembre). Krappe servit de contact, en rendant visite aux prisonniers, comme Jünschke et Grashot à la prison de

Zweibrücken par exemple (tous deux faisaient partie de la liste des prisonniers à libérer).

L'opposition allemande a introduit une loi adoptant un principe de compensation pour les accusés qui coopèrent avec les autorités surpassant de loin celui en vigueur en Grande-Bretagne. La récompense pour une telle coopération comprendra non seulement l'immunité de toute condamnation, mais aussi une belle somme d'argent, ainsi que la protection, des documents établissant une nouvelle identité, et, au besoin, la possibilité de partir à l'étranger pour s'y établir. Les Chrétiens-Démocrates réclament que cesse rapidement la situation actuelle, qui permet aux membres du groupe Baader-Meinhof dans la prison de Stammheim-Stuttgart (Baader, Meinhof, Ensslin et Raspe) de diriger à l'intérieur des opérations terroristes en connivence avec les avocats de la défense. Tous contacts avec les co-détenus doivent être proscrits absolument.

Pendant le siège de Stockholm tous les prisonniers de la R.A.F. dans plusieurs prisons allemandes furent empêchés d'écouter la radio ou de regarder la télévision. Aucun « prisonnier anarchiste » ne reçut de journaux du vendredi 25. Les autres détenus – quelque 700 – autorisés à regarder la télé crièrent des injures jusqu'à minuit contre les prisonniers du groupe Baader-Meinholf : « Baader-Meinhof bande d'assassins ! » pendant que devant les murs de la prison 500 citoyens avec femmes et enfants se régalaient du spectacle des prisonniers manifestant derrière les fenêtre, brillamment éclairées des cellules. Les prisonniers non-politiques sont persuadés que les prisonniers politiques ont droit à des privilèges spéciaux. Cette illusion a été entretenue par les autorités qui n'ont rien fait pour mettre un terme aux cris hostiles et à une quasi-émeute, quand des membres de la R.A.F. (Roll et Weinrich) furent transférés pendant la nuit à Stuttgart-Stammheim. La plupart des prisonniers ne supportent pas l'attitude élitiste de la soi-disant avant-garde, qui

essaie de recruter des prisonniers politiquement inconscients pour grossir ses rangs. Si bien que la R.A.F. est plus isolée que jamais.

Le C.H.M. après un bref triomphe pendait le succès de l'enlèvement de Lorenz, a subi une défaite écrasante. Leur stratégie, mal calculée, a donné le résultat contraire à celui espéré. Au lieu d'accélérer la destruction de l'État, ils ont donné aux suppôts de l'État l'excuse pour détruire les forces essentielles de la révolution sociale. Les experts des services de sécurité prévoient qu'il y aura d'autres actions de la R.A.F. en rapport avec le procès du 26 mai. Ils disent que des membres de la R.A.F. ont été entraînés en Suède au bombardement à partir d'avions de tourisme. Ils envisagent même l'utilisation possible d'armes nucléaires. Les Israéliens ont félicité Bonn d'avoir adopté des méthodes fermes. La Suède s'est laissé forcer la main et a remis les prisonniers du C.H.M. aux Allemands, en contradiction formelle avec la loi suédoise. Une répression « sans recours » est proposée aux gouvernements qui s'accrochent encore à des lambeaux de prestige démocratique. La voie est ouverte à une chasse à l'échelle mondiale des révolutionnaires sincères. Les Chrétiens Démocrates allemands ont donné le signal : « Tout sympathisant avec la bande Baader-Meinhof ou des groupes terroristes rivaux doit être considéré comme un complice, et en supporter les conséquences ».

John Olday.

Procès Baader-Meinhof

Les experts légistes et les juges accusent les avocats de la défense de saboter les débats en se lançant dans des arguties procédurières sans fin et en saisissant le tribunal de pétitions irrecevables (par exemple, en demandant que le tribunal se transporte de Stuttgart-Stammheim en d'autres locaux moins oppressants, ou que l'on substitue les juges qui ont témoigné de partialité). Le procès s'est mué en spectacle de Guignol, n'offrant guère d'intérêt qu'aux juristes

professionnels qui y font assaut de virtuosité. En fait, les retards ont été occasionnés par l'exclusion des avocats Ströbele, Croissant et Grönewold ; par la controverse née de l'obscurité de textes de lois promulguées depuis peu ; et par la confiscation des dossiers et des notes concernant le procès, saisis dans les bureaux des avocats.

À tout considérer, les tribunaux occupent maintenant de nouveau la place qui fut la leur sous la République de Weimar. Les nouvelles lois d'urgence ont redonné aux éléments réactionnaires au sein du système judiciaire la force qu'il leur fallait pour reprendre la vieille stratégie, de saper la démocratie sous couvert de la défendre. Des juges comme Prinzing peuvent déjà se permettre de faire la sourde oreille aux critiques des libéraux et de l'opinion publique. Il joue les Goebbels à la radio, depuis sa salle d'audiences, conseillant à la presse de ne pas aller à l'encontre de l'image voulue, et n'hésitant pas, sous les instructions du Procureur Général, à agir comme si les directives gouvernementales étaient lettre morte.

Le résultat est que la défense a apparemment repris le rôle d'avant-garde de la résistance, à la place des chefs du groupe B.-M., désormais paralysés. Apparemment, car ils ne vont bien sûr pas prendre de risques, comme l'avaient fait les avocats mis au ban. S'ils opposent une résistance au développement d'un État policier, c'est avec la cautèle de gens lorgnant d'un œil inquiet vers leur propre avenir, se souvenant de l'état d'avilissement auquel avait été ravalée leur profession sous Hitler. Le public reste apathique, tant qu'aucun spectacle à sensation ne s'offre à lui Les clowneries d'un Teufel, l'agression verbale d'un Baader, ont disparu sous l'influence lénifiante de la défense. Le mouvement de protestation à l'extérieur n'est plus dirige par l'État-Major B.-M. assisté de défenseurs acquis à leur cause.

Et c'est pour cela que les manifestations de protestation font place à des actions spontanées d'un autre ordre, menées par de

nouveaux groupes de révoltés, sous l'inspiration du moment. De petites unités qui agissent et disparaissent. Voilà une nouvelle et inquiétante menace pour le système de « loi et d'ordre ». Ils iront saboter une installation nucléaire, ou mettront le feu quelque part. La police estime avoir des raisons de croire qu'un acte de malveillance est à l'origine de l'incendie qui ravagea la lande de Lunebourg. La nouvelle levée de révoltés agissent de leur propre chef quand ils jouent les incendiaires. Et à qui la faute s'ils estiment qu'il y a moins de risque, qu'il revient moins cher, de marquer le coup de cette façon, plutôt que de se livrer a l'achat, à la contrebande et au stockage d'armes. Contre les places-fortes de l'État, contre les opulents comptoirs du monde des grosses affaires, le feu peut faire autant d'effets que les explosifs. Et la responsabilité doit en revenir à ceux qui suppriment les droits des gens à la libre expression, et mettent leurs organisations hors-la-loi.

La mort de Holger Meins a, sans aucun doute, donné aux humanistes et aux réformistes le coup de fouet cinglant dont ils avaient besoin pour mobiliser leurs forces de protestation. Mais la frayeur et la hantise qu'évoque chez eux la perspective d'une nouvelle prise de la Bastille sont tout aussi vives que chez ceux qui élèvent de nouvelles prisons modernes, plus impénétrables encore, et mettent leur espoir dans l'effet de dissuasion produit par la menace d'une captivité à laquelle on n'échappe pas, jointe à la certitude d'un traitement inhumain. Les symptômes d'un malaise grandissant vont en s'amplifiant dans tous les secteurs. Les obsessions paranoïaques des gouvernants ont atteint le seuil du dérèglement mental. La R.A.F. es tout à son idée fixe que l'action armée d'une minorité doit emporter l'adhésion des masses impatientes. Les hommes qui ont le pouvoir, et peur de se voir renverser, partagent l'opinion selon quoi n'importe quelle action violente, aussi mal conçue et mal exécutée qu'elle soit, pourrait constituer l'étincelle qui leur serait fatale. Les bourgeois qui soutiennent la R.A.F. ou les hommes

de loi qui les défendent sont-ils de simples opportunistes, ou des idéalistes confus ? Le groupe B.-M. a été mis hors de combat. La plupart des groupes qui avaient pris la relève ont été capturés. L'objectif du gouvernement actuel est désormais d'écraser tous les sympathisants capables d'entretenir de nouveaux troubles. Il va être intéressant de voir comment les soutiens libéraux vont s'y prendre pour éviter d'être fourrés dans le même sac que les anarchistes.

Les mécanismes d'une répression

Le procès Baader-Meinhof, qui a débuté à Stuttgart le 21 mai, pourrait durer deux ans, et coûtera quelque 15 millions de D.M. Les chefs d'inculpation sont : assassinat, tentative d'assassinat, vol, vol à main armée, complots visant à réaliser des attentats à la bombe dans toute l'Allemagne de l'Ouest, et ils portent entre autres sur la tentative d'assassinat contre le juge Buddenberg de la Haute Cour, et les attentats contre le Q.G. des forces armées américaines à Heidelberg, et contre les bureaux du groupe d'éditions Springer à Hambourg. La liste des chefs d'accusation remplit 354 pages. La prison de Stammheim à Stuttgart, construite récemment, est maintenant une forteresse ultra-moderne. Les dispositifs de sécurité surpassent ceux d'un complexe nucléaire américain. Il est impossible à un hélicoptère de se poser sur le toit. Des engins téléguidés ne pourraient atteindre leur cible. Il y a 400 gardiens spéciaux. 100 gardiens supplémentaires pour la durée du procès. 300 gardes du corps pour personnalités. 800 pistolets-mitrailleurs nouveaux, 200 pistolets Walther 9 mm. des fusils de précision, etc.

En 5 ans, les crédits pour la police des districts régionaux (Länder) sont passés de 2,5 milliards de D.M. à 5,1 milliards. La police nationale reçoit 6 fois plus qu'en 1969. Il y a 3 semaines, elle a reçu une rallonge de 7,2 millions de DM supplémentaires. La police a reçu carte blanche pour former des « T » -- commandos spéciaux, des « Einsatz-Ueberfall

Kommandos » à la Noske et à la Himmler, mais équipés des moyens techniques les plus récents. Gerhard Boeden est désormais chef de la section « T » (T pour Terrorisme) du B.K.A. (Service Criminel Fédéral). Il dispose de 180 spécialistes triés sur le volet. Sa mission : capturer les membres de la R.A.F. et des groupes qui ont pris la relève. D'après lui, ce travail va le tenir occupé pendant les 10 années à venir.

- 1re tâche : l'étude de tous les dossiers, rapports secrets et publications anarchistes. Création d'un Centre de documentation complet sur l'Anarchisme.

- 2e tâche : Des recherches efficaces et une information plus large du public à travers les média, afin d'obtenir la pleine coopération des citoyens.

-3e tâche : Être sur le qui-vive pour guetter les commandos de la R.A.F. en déplacement et les membres individuels dans la clandestinité ; et la détection des complices et auxiliaires « en règle avec la loi » (qui leur servent de paravent – N.d.T.).

- 4e tâche : La coordination des forces de police du monde occidental dans un effort commun pour découvrir la conspiration internationale anarchiste.

« Les « T » men vont surveiller les suspects anarchistes 24 heures sur 24 ».

Le chef du gouvernement, Helmut Schmidt, a déclaré qu'il aimerait avoir un genre de F.B.I. Allemand.

Le B.K.A. (Service Criminel Fédéral) disposait en 1969 de 22 millions et de 900 membres pour son travail. Aujourd'hui, on en est à 137 millions et 2 200 policiers. D'après Helmut Schmidt, le B.K.A. est désormais une des meilleure forces de lutte anti-criminelle du monde. Horst Herold a réalisé cet exploit, mais déclare avec modestie qu'il faut en remercier les tueurs anarchistes. Le centre d'ordinateur de Wiesbaden a

établi 2 000 programmes. Il y a 600 terminaux visuels répartis dans le réseau de commissariats d'Allemagne de l'Ouest. En quelques secondes, une demande de renseignements locale est transmise et reçoit une réponse. Le nombre d'arrestations est passé de 100 à 140 par jour. Une liste de 100 000 voitures volées, de plusieurs milliers de passeports volés ou perdus, de 160 000 armes à feu, a été mise en mémoire par l'ordinateur.

Quand Herold devint responsable du B.K.A., son service avait 1,7 millions de dossiers, 3 millions de fiches, et plusieurs millions de photographies et d'empreintes digitales. Il avait été le chef de la police de Nuremberg, dont il avait modernisé le fonctionnement, réussissant à faire baisser la criminalité. Le ministre de la Justice Genscher, au vu de ces résultats, lui fournit crédits, personnel, et son appui moral. Herold introduisit les méthodes de criminologie systématique / géographique l'établissement d'un dossier complet sur la personnalité et les habitudes d'un criminel ; les crimes qu'il a commis, à quel endroit et à quelle date, les méthodes utilisées, la façon de prendre le large, etc. Théoriquement destinés à la prévention de la criminalité, les principes de la criminologie systématique furent appliqués à la grande battue organisée contre les meneurs du groupe Baader-Meinhof. Herold fit preuve de pragmatisme, encouragé par Genscher, et n'hésita pas à agir en dehors de la légalité. Il étudia les textes de la Nouvelle Gauche sur la guérilla urbaine, l'idéologie marxiste et le terrorisme international. Il se retrouva isolé par rapport aux chefs des services de police des autres régions d'Allemagne de l'Ouest, et réclama une législation qui lui accorderait des pouvoirs élargis en matière de Sûreté de l'État. Il l'obtint après l'assassinat de Drenkmann.

« Nous pouvons désormais déplacer nos réserves mobiles d'interventions pour des opérations coordonnées ». Des rapports confidentiels révélant des influences de l'Armée

Rouge japonaise en Europe et les activités du groupe Baader-Meinhof et du groupe du 2 juin dans le sud de la Suède indiquaient qu'une nouvelle action se préparait pour obtenir la libération de détenus. En avril, Bonn mit sur pied une coordination nationale de toutes les forces de police d'Allemagne, et organisa les échanges d'information à l'étranger à travers Interpol. Après l'enlèvement de Lorenz et le siège de Stockholm. Schmidt passa la législation entérinant la centralisation du B.K.A., qui est prévue pour une durée de 25 ans.

Les moyens du centre de recherches du B.K.A. de Herold, affirme-t-il, interdiront tout passage de terroristes au travers des mailles du filet. Cependant, la plupart des arrestations effectuées jusqu'à présent ne l'ont pas été grâce à la supériorité des moyens de la police, mais soit à cause de dénonciations envoyées par des citoyens, soit à la suite d'accidents. Le ministre de l'Intérieur Maihofer et Herold se vantent d'avoir réussi à infiltrer leurs agents dans les milieux anarchistes, mais en réalité, les agents des services de sécurité n'ont guère réussi à prendre que quelques jeunes sans résistance, qui ont accepté de jouer les indicateurs sous la menace alliée aux offres de récompense. Maihoter a déclaré avec satisfaction : « Les terroristes ont amené la solidarité de tous les démocrates du gouvernement et de l'opposition. Les agissements des terroristes ont retourné les citoyens contre eux. » Et les porte-paroles de la loi et de l'ordre de continuer sur le mode : il y a encore un certain nombre de membres hautement dangereux de plusieurs groupes décidés à la violence qui sont en liberté, et qui pourraient inspirer l'initiative de nouvelles actions armées. Il y a de nombreux desperados qui sont prêts à suivre leurs directives. Et il y a les sympathisants, qui aident à préparer de nouvelles actions. La police recherche encore 27 dangereux activistes connus. Depuis 1972, 94 personnes recherchées pour leur appartenance au groupe Baader-Meinhof ou au groupe du 2 juin ont été arrêtées. Le nombre des activistes en puissance est évalué à

une centaine, et celui des soutiens entre 200 et 300. Les pépinières de terroristes ont été les organisations telles que le S.P.K. (Collectif Socialiste des Malades), les groupes radicaux de squatters, les Comités contre la Torture et les Comités d'Aide et de Défense des Prisonniers. Jusqu'à présent la police avait besoin, pour agir, d'être requise par l'autorité judiciaire : par exemple, il fallait un arrêté d'expulsion pour faire évacuer des squatters. Les autorités décidèrent : « Nous devons éviter de leur donner des prétextes à agitation. Nous y parviendrons si nous nous cantonnons strictement au processus juridique. Nous ne devons pas tomber dans le piège de la provocation, en réagissant avec une force disproportionnée, ce qui correspondrait précisément à leurs intentions : pousser notre État démocratique, garant des droits du citoyen, au point où nous agirions comme un État policier ». Mais l'action de notre police depuis quelque temps nous a fourni des éléments d'analyse précieux. Nous savons maintenant sur quelles bases logistiques nos adversaires sont organisés. Ce qui nous donne de quoi lancer de nouveaux coups de filet décisifs. Les arrestations qui ont suivi ont créé un sentiment d'insécurité ».

Après la mise hors de combat du noyau dur, l'opération suivante avait pour but d'empêcher les communications entre les détenus du groupe B.-M. et leurs sympathisants au dehors. Au début de 1975, la législation existante fut modifiée. Le siège de Stockholm avait fourni des preuves que les avocats de la défense avaient abusé de leurs rapports avec les prisonniers pour faire passer des messages à des détenus dans d'autres prisons et à des sympathisants hors des prisons. L'avocat de Mahler, Otto Schily, bien qu'il n'ait aucune affinité avec les terroristes, fut exclu de la défense de Gudrun Ensslin, sous la fausse accusation d'avoir favorisé des échanges d'informations. L'avocat Croissant fut exclu de la défense de Baader. Il réussit à obtenir un permis de visite permanente pour voir Ulrike Meinhof et discuter avec elle de questions liées à un pourvoi en cassation de Gudrun Ensslin.

Un arrêté du tribunal lui interdit de rendre visite à Mahler. La C.D.U. réclama le vote d'une loi soumettant tous les contacts des avocats de la défense au contrôle du tribunal. Cette proposition fut alors rejetée à cause des critiques de l'ensemble des avocats et des Libéraux, mais Stockholm vint tout changer. Des lois d'urgence, passées à la hâte, donnèrent aux tribunaux le droit de réduire le nombre des avocats de la défense. La procédure fut modifiée, interdisant aux défenseurs de faire des déclarations au cours d'un procès, et permettant d'exclure les inculpés des audiences, et de prononcer les condamnations en leur absence. On envisagea d'introduire l'immunité pénale pour les inculpés qui témoigneraient pour l'accusation, et de surveiller les discussions entre avocats et prévenus.

Les avocats exclus sont : l'avocat Jörg Lang, de Stuttgart (soupçonné d'appartenir à la R.A.F. ; entré dans la clandestinité), Siegfried Haag (arrêté le 9 mai, accusé d'avoir aidé des terroristes à faire passer des armes par la frontière suisse), et Kurt Grönewold, de Hambourg. On accusa les avocats d'avoir permis la coordination de grèves de la faim dans différentes prisons, et d'avoir encouragé les sympathisants à de nouvelles actions violentes. Les avocats commis d'office en remplacement, quand ils ne furent pas récusés par les accusés qui se rebellaient, se trouvèrent dans l'impossibilité matérielle d'étudier au pied levé 50 000 pages de dossiers, et les dépositions des 996 témoins prévus (et dont aucun n'a d'ailleurs assisté à un seul des épisodes de l'affaire). 80 experts, la plupart cités par l'accusation, doivent faire quelque 1 000 dépositions distinctes, où ils déposeront des conclusions concernant une montagne d'armes, de pièces saisies lors de perquisitions, etc. La défense récusera certainement les experts engagés par l'accusation, et soumis aux pressions de la police. On pouvait prévoir que le tribunal conduirait le procès sans les accusés, comme lors du procès du S.P.K. C'est ce qui se produisit. Pendant le mois d'août, les débats furent constamment interrompus. Ensslin et Raspe

refusèrent de participer et provoquèrent leur exclusion par le juge Prinzing en le traitant de : vieux singe, porc fasciste et trou-du-cul.

Nous voudrions rappeler à nos camarades que l'homme qui mène le procès de Stuttgart, le juge Prinzing, est celui-là même qui fut responsable du traitement infligé à Holger Meins [[Holger Meins, détenu à la prison de Wittlich, dans l'Eiffel, subissait l'alimentation forcée depuis le 30 septembre. Il fut délibérément sous-alimenté par les médecins, qui à la fin ne lui fournissaient que 160 calories par jour ! (Minimum vital : 1 600 cal.) Holger Meins mourut le 9 novembre. Il pesait alors 42 kg. (N.d.T.)]] ! De la façon dont il conduit les débats, toute demande présentée par la défense est du sabotage, et d'après lui, ainsi que d'après ses autres collègues ayant voix au chapitre, il est du devoir des défenseurs d'aider à empêcher les détenus de « faire usage de violence contre l'État » en commettant une grève de la faim. Si cet homme n'était pas le sinistre crétin qu'il est – et en tant que tel il est le type même des individus dont l'État a besoin pour rendre l'injustice sans rougir – l'I.A.T. lui enverrait des morceaux choisis des écrits de Tucholski sur les Cours de Justice et les juges, leur hypocrisie éhontée et leur morgue imbécile.

Lorsque le procès reprit, l'état des accusés était tel qu'on certifia qu'ils étaient incapables d'assister aux débats. L'examen médical révéla que leur délabrement physique est dû à un régime de détention inhumain. Le juge Prinzing eut le culot de déclarer que les détenus s'étaient rendus coupables d'avoir provoqué leur mauvais état de santé, en faisant la grève de la faim. Le procès suivra donc son cours, que les inculpés soient présents ou non. M'est avis que le juge Prinzing a signé sa propre condamnation à mort !

Les Komitees gegen Folter (Comités contre la Torture), Hambourg 60, Alsterdorfer Str. 85, ont publié des déclarations faites par les accusés pendant le procès.

En isolant les avocats de la défense et les prévenus, le tribunal s'isole de toute justice et devient une parodie. En violant les droits démocratiques des citoyens (même d'après les critères d'une constitution moins démocratique que celle de la République de Weimar), les autorités de Bonn, bien malgré elles, justifient les rebelles du groupe B.-M. Ils ont réussi à forcer l'État à employer des méthodes d'État policier. C'est ce qu'exprimait Gudrun Ensslin dans une circulaire de prison, interceptée par les autorités : « Il faut faire craquer le système en retournant la pointe de la lance et en forçant les flics à agir en contradiction avec leur idéologie ». La mort du gréviste de la faim Holger Meins a révélé l'inhumanité du système pénitentiaire. Résultat : des manifestations de masse et une répression violente ; création de commandos Holger Meins. L'arrestation de Siegfried Haag a amené l'apparition d'un nouveau commando Haag. Bonn affirme que la nouvelle ligne dure a forcé les commandos à reporter leurs bases à l'étranger. Le siège de Stockholm fut un coup manqué, mal préparé, mais il a mis en évidence un nouveau fait alarmant : l'utilisation d'explosions télécommandées pour faciliter la fuite. Le groupe du 2 juin a fait preuve, dans ses opérations, de plus de sang-froid, de plus d'intelligence dans la préparation, et s'est montré plus impitoyable. L'opinion publique serait : l'anarchisme violent n'a aucune chance en Allemagne, mais cela ne veut pas dire que l'anarchisme ne trouvera plus d'activistes à l'avenir. Mahler s'est répété à dire que la lutte violente contre l'État doit être poursuivie, même s'il n'y a aucune perspective de succès. Il changea d'avis, et déclara dans une émission à la télévision, durant l'enlèvement de Lorenz, (suivant en cela la ligne des communistes aussi bien que de Bonn) que le terrorisme individuel de petits groupes ne servait à rien. Autres avis émis par des membres du public : « Les groupes terroristes sont devenus trop prudents. Ils évitent les contacts avec d'autres groupes. La lutte isolée dans la conspiration, c'est la nouvelle stratégie. Beaucoup de membres de telles bandes ont des emplois ordinaires. Ils font du

terrorisme après les heures de travail. Avec les meneurs en prison, les autres qui restent en liberté font penser à un boxeur en mauvaise posture : il devient plus dangereux. »

Le K.O. final peut sembler inéluctable, puisque le nombre des activistes a été réduit. Mais tant que subsistent des sympathisants, le danger n'est pas écarté. C'est pourquoi la prohaine étape va être la tentative de la police d'écraser les Comités existant contre la torture. et pour l'aide ou le soutien aux prisonniers – les anarchistes véritables. En exploitant l'hostilité du public contre les terroristes, il sera aisé de désigner les groupes anarchistes comme étant des « associations de malfaiteurs ». Interpol exerce une surveillance assez étroite, par exemple, sur les Japonais qui s'expatrient au-dessous de l'âge de 30 ans. Il y a quelques mois, il y eut une descente sur un appartement à Londres, où avaient habité des membres de l'Armée Rouge japonaise qui étaient recherchés. Après certaines des actions des GARI, la collaboration des services de sécurité espagnols, français et britanniques se montra clairement à Londres. Et voilà que le chef du service criminel d'Allemagne de l'Ouest a déclaré : « J'essaierai d'organiser une conférence des ministres à l'échelle européenne, et d'utiliser cette plate-forme pour promouvoir une initiative d'envergure à l'échelle internationale, afin de parvenir à un accord de tous les États civilisés du monde. Quand cet objectif aura été atteint, le chantage à la terreur aura perdu sa raison d'être, et les seuls endroits où l'on pourra se réfugier seront le Pôle Nord ou le Sahara ».

Les anarchistes ne s'en laissent pas conter. Plus les groupes qui œuvrent pour la révolution sociale sont traités d'« associations de malfaiteurs », plus les travailleurs combatifs se rendront compte de la communauté de leurs intérêts essentiels. L'existence de petits groupes libertaires est un fait universel, comme l'est la menace qu'ils représentent potentiellement pour les gouvernements. La

manière dont le procès B.-M. sera mené peut encore amener un renversement de l'hostilité des travailleurs contre les étudiants, comme en France en 1968. L'idée de liberté ne peut être effacée par aucun État, qu'il utilise la force brute, la ruse mensongère, l'abus psychiatrique, le lavage de cerveau, ou l'anéantissement chirurgical de la conscience. Le besoin de libération est aussi élémentaire et invincible que la nature. Toute tentative pour l'étouffer ne fait que le renforcer, et monter la peur de ses adversaires. Voilà pourquoi nous ne nous joindrons pas au choeur des nouveaux Ebert et des Noske, et de leurs amis réactionnaires, qui croient avoir vaincu le groupe B.-M. et le mouvement du 2 juin. Ces camarades ont amené leur propre défaite en commettant l'erreur de croire que l'idéologie du militarisme rouge est identique à la Révolution Sociale.

Un autre Procès Baader-Meinhof

À Kaiserslautern, l'ancien palais des sports, le « Jahnplatz », a été transformé en forteresse. 8 caméras mobiles assurent une surveillance permanente. Les lieux sont entourés d'une double clôture de barbelés. Les abords, la forêt et l'espace aérien sont sous contrôle permanent. 300 policiers assurent la garde 24 heures sur 24. Les frais de construction se montent à D.M. 500 000, plus encore D.M. 500 000 pour les dispositifs techniques de sécurité. Les accusés sont : Manfred Grashof, Klaus Jünshke et Wolfgang Grundmann. Chefs d'inculpation : « participation à une association de malfaiteurs », attaques de banque et assassinat. L'attaque de banque se déroula en 1971 à Kaiserslautern avec Ulrike Meinhof, Andreas Baader, Gudrun Ensslin, et Cari Raspe, et le meurtre fut celui du policier Herbert Schoner. L'attentat à la bombe contre le Q.G. américain à Francfort suivit (1 mort, 11 blessés). Grashof est responsable de la mort de l'officier de police Hans Eckharolt à Francfort, ainsi que de la tentative d'assassinat d'un policier à Francfort. Grundmann est responsable d'une attaque de banque à Ludwigshafen qui rapporta D.M. 285 000.

L'Allemagne judiciaire

Le 23 juillet, la police a perquisitionné les bureaux des avocats Groenewold, Köncke et Rogge. Les appartements personnels de toutes les personnes travaillant au service de ces avocats, y compris celui de la femme de ménage, furent fouillés. 13 personnes furent conduites dans des commissariats aux fins d'interrogatoires, durant parfois 9 heures. Les avocats sont soupçonnés d'avoir porté aide et soutien à une organisation de malfaiteurs (R.A F. et mouvement du 2 juin) en obtenant et en faisant passer du matériel d'information venant de prisonniers appartenant au groupe Baader-Meinhof.

L'opération de police fut exécutée par des membres du B.K.A. (service de police criminelle d'Allemagne de l'Ouest), ainsi que par des responsables locaux de la police politique et du service « T » qui vient d'être créé. L'opération fut menée sur l'ensemble du territoire (Heidelberg, Berlin, Stuttgart, Hambourg). À 7 heures de matin des cordons de policiers armés de pistolets-mitrailleurs isolèrent les bureaux. Les perquisitions durèrent de 9 h. À 22 h. Tous les dossiers ayant trait à la défense dans l'affaire Baader-Meinhof furent confisqués. Les fouilles domiciliaires des appartements privés prirent quelque 4 heures, avec une attention particulière à la recherche d'empreintes. Tout document imprimé à caractère politique, manuscrits, notes, tout ce qui portait une adresse ou un numéro de téléphone, fut également embarqués. Quand il y a avait des machines à écrire, on tapa des lettres-échantillons aux fins d'analyse ; et on fit des croquis des lieux. Deux des 13 personnes emmenées pour être interrogées furent arrêtées en pleine rue. L'une d'entre elles dut se mettre face au mur et fut fouillée pour voir si elle était armée.

Les bureaux de Ströbele et de ses collègues Klaus Eschen et Henning Spangenberg, ainsi que leurs appartements, furent perquisitionnés. Ströbele a été arrêté, de même que Croissant.

L'avocat Croissant est maintenu en détention préventive.

L'avocat Ströbele a été libéré sous caution. Les magistrats furent surpris de voir que le montant excessif (D.M. 80 000 – N.d.T.) de la caution avait été réuni par des sympathisants, et consentirent à sa libération, étant donné qu'il semblait peu probable qu'il tente de s'échapper en Irlande ou au Moyen Orient. De plus, des circulaires d'information émanant de lui montraient qu'il n'inclinait nullement vers l'anarchisme. Il écrivait : « (...) en tant qu'homme de loi, un défenseur ne peut pas fonctionner comme le bras agissant de prisonniers politiques, pas plus que de leurs sympathisants à l'extérieur ». Baader l'avait exprimé plus brutalement : « Strö est un avocat libéral, qui considère nos procès comme un moyen d'avancer ses propres intérêts (...) il n'est pas politisé ».

Extraits des arrêtés des tribunaux

Les inculpés, Kurt Groenewold et d'autres individus, ont – depuis 1973 – soutenu une association de malfaiteurs en participant à un réseau dit « info » (d'information). Ce réseau a servi, entre autres, à maintenir sur pied le cadre organisationnel de l'association Baader-Meinhof, en patronnant la préparation de nouvelles actions terroristes et en servant de direction aux membres et sympathisants non encore arrêtés, permettant ainsi la mise en œuvre de visées criminelles malgré l'emprisonnement du « noyau dur » (Baader, Meinhof, Ensslin, Raspe et d'autres). (...) »

Signé : Kuhn, juge de la Cour Fédérale de Karlsruhe.

« (...) Le Dr. Claus Croissant, avocat, est soupçonné d'avoir soutenu une organisation et d'avoir fait de l'agitation en sa faveur, organisation constituée en vue de commettre des actions criminelles. À Stuttgart et en d'autres lieux, en rapport étroit avec Groenewold à Hambourg, et l'avocat Ströbele à Berlin, il a depuis 1973 fait circuler de prétendues circulaires d'information des cellules, sous le nom de « Verteidiger-Post » (« Courrier de la Défense »), et d'autres informations écrites par des membres de la bande

Baader-Meinhof et communiquées aux détenus Bernhard Braun, Heinrich Jansen et Rolf-Gerhard Heissler, des membres de la bande incarcérés à la prison de Straubing, Munich, et à la prison de Moabit, Berlin (...). Suivant les directives du chef de la bande, Baader, il a exercé une forte influence sur Braun et sur Manfred Grashof, un membre de la bande (oct. nov. 1974), incarcérés à Zweibrücken, et qui entreprirent une grève de la faim collective (...). Suivant les directives des meneurs de la bande, il organisa de nombreuses réunions publiques et conférences de presse en Allemagne et à l'étranger, afin de faire naître un mouvement d'opinion international, qui s'intéresserait aux membres de l'association de malfaiteurs et à leurs desseins soi-disant politiques. Ceci est une infraction au § 129 du St. G.B., et par conséquent un motif d'arrestation. Il y a lieu de croire qu'il pourrait tenter de s'échapper. L'arrestation de son complice, l'avocat Ströbele à Berlin, a également été ordonnée ».

Signé : Juge Hansel, Tribunal de Stuttgart.

Les avocats mis au ban réclament :

1. La libération des avocats arrêtés, Croissant et Ströbele.
2. La levée de l'interdiction faite à ces avocats par les tribunaux de poursuivre leurs activités professionnelles.
3. L'abolition des lois d'exception qui restreignent les droits des avocats de la défense.
4. Une conduite des procès politiques en Allemagne de l'Ouest conforme aux principes internationaux reconnus, garantissant la protection des inculpés et de leurs défenseurs.

Se sont déclarés solidaires de ces exigences :
- 100 avocats et juges à Munich et à Augsbourg
- des avocats de Hambourg ;

- 31 professeurs de Droit ;
- 30 avocats italiens, hollandais et suédois ;
- 188 avocats américains ;
- des enseignants, étudiants, des juges. des travailleurs sociaux et des avocats belges, italiens et hollandais à Goutelas ;
- un communiqué de protestation du Comité International pour la défense des prisonniers politiques en Europe ;
- un communiqué de solidarité de la Haldane Society (groupe de pression libéral pour la réforme juridique – N.d.T.) de Grande-Bretagne.

Nous notons avec étonnement qu'il n'est fait mention d'aucune organisation ouvrière. Nous sommes perplexes.

Les avocats inculpés nient s'être substitués aux combattants de la R.A.F. Serait-ce pour cela qu'ils ont pu retrouver le soutien de membres éminemment respectables de la bourgeoisie, qui avaient abandonné la R.A.F. quand elle s'était tournée vers l'action armée ?

La calomnie délibérée a servi à désavouer les anarchistes depuis le début de l'émancipation de la classe ouvrière. Maniée par des oiseaux de même espèce, adorateurs de l'État et du gouvernement. L'identification des anarchistes aux criminels a toujours été l'arme préférée de tout parti aspirant au pouvoir gouvernemental – et peu importe qu'il soit de droite, de gauche ou libéral.

Ce n'est une nouveauté, ni pour nous, ni pour les opprimés qui ont des yeux pour voir, où qu'ils soient. Ils se rendent compte de ce que la lutte menée par les avocats en révolte ne s'identifie pas vraiment avec la lutte des opprimés contre leurs maîtres. Que les gens applaudissent à la furie des avocats rebelles, et jubilent à chaque coup porté au prestige des ordonnateurs corrompus de la loi d'État, ne les fait pas se départir d'une méfiance aux racines profondes envers la loi et les hommes de loi. L'homme ordinaire ne connaît rien aux

embûches de la loi et, quand il a un problème, il doit faire appel à « son » avocat, mais il n'éprouve pas de véritable affection à son égard.

Les anarchistes de la vieille école préféraient récuser le tribunal, et s'en servaient comme d'une tribune pour attaquer avec intransigeance. Après la révolte étudiante de 1968, Teufel, membre de la Commune de Berlin, reprit cette tactique, qui fut accueillie plus ou moins comme une nouvelle mode, avec, au lieu de la sincérité dramatique, l'explosion d'obscénités verbales pour ridiculiser le côté théâtre des débats et la dignité factice du tribunal.

Les tribunaux d'Hitler et le procès de Nuremberg ont suscité en Allemagne un cynisme qui va bien plus loin que toute la verve satirique des caricatures de Daumier sur les gens de robe. Les avocats en révolte dénoncent l'injustice qui leur est faite aux mains des grands maîtres retors et papelards qui manipulent et combinent contre eux en haut lieu. Ils ont perdu les privilèges de leur profession pour n'avoir pas voulu jouer le jeu. Si leurs collègues libéraux les soutiennent, c'est qu'ils ont peur de voir la puissance de la police grandir au point où le nouveau monstre pourrait écarter totalement les libertés constitutionnelles, les dépouillant en même temps de leur sécurité. Il ne faut pas que la dénaturation des libertés démocratiques soit poussée trop loin. Les armes nouvellement acquises contre les « terroristes » de la R.A.F. qui mettaient en péril l'ordre et la loi pourraient en fin de compte servir contre quiconque refuserait d'acquiescer à un terrorisme d'État sans restriction.

Nous n'avons aucun désir de minimiser le courage dont ont fait preuve le groupe B.-M. et le mouvement du 2 juin, ni les résultats évidents qu'ils ont obtenus dans leurs attaques contre un système légal – juridique et gouvernemental – pourri jusqu'à la moelle. Nous éprouvons du respect pour leur zèle révolutionnaire dicté par l'impatience, autant que nous apprécions l'audace de l'attitude qu'ont prise les avocats

qu'ils s'étaient choisis, et qui sont maintenant devenus les victimes d'une loi qu'administrent bien maladroitement ceux qui ont la charge.

Mais si nous regardons les défenseurs de la R.A.F. – en faisant la part de ce qui est la lutte pour leurs intérêts professionnels – nous ne voyons rien d'autre qu'une avant-garde de plus, embrassant à son tour la bannière de « la loi juste et l'ordre juste », dans sa lutte contre un groupe de fascistes déguisés en démocrates authentiques, et défendant leur loi et leur ordre. Ce n'est pas la défaite des uns ou des autres qui fera disparaître les prisons de la surface du globe.

Médecine du travail[[Travail : du latin tripalium, instrument de torture – (N.d.T.)]]

Des docteurs de prison allemands parlent

« (...) l'alimentation forcée s'effectua dans un silence presque macabrement irréel. L'atmosphère était incroyablement proche de l'explosion. » (Directeur Médical Reinhard Meitzner, Berlin).

« (...) cela produit une tension énorme, critique, et induit un état durable de dépression mentale, qui va en s'accentuant. » (Des membres du personnel médical de la prison, Munich).

« (...) Certains s'effondrèrent, à genoux, implorant les autres de les remplacer pour faire entrer la canule. D'autres quittèrent la pièce, se plaignant d'un choc nerveux trop fort. D'autres, qui menèrent à bout l'alimentation forcée sur des prisonniers qui résistaient, sanglés à leur couche, en vinrent au point de rupture, physique et psychique. » (Directeur Médical Mendel Friedland, Heidelberg).

La plupart des docteurs de prison hésitèrent à alimenter de force les prisonniers du groupe B.-M. pendant leur grève de la faim. Le professeur Rudolf Frey (Mayence), qui soigna les camarades du groupe B.-M. Grundmann et Jünschke après une grève de la faim prolongée, dénonça l'alimentation forcée comme un acte de sadisme dangereux.

Dans une déclaration faite au congrès par un membre, plusieurs mois après la mort du gréviste de la faim Holger Meins, les scènes qui se déroulèrent dans la plupart des prisons étaient qualifiées d'« orgies autour d'un tube ».

Le Professeur Volrad Deneke de l'Association Allemande des Médecins, signala que 90 docteurs avaient la charge de 50 000 prisonniers. Ils devaient affronter les menaces d'enlèvement ou d'assassinat. Ils devaient subir les pressions incessantes de l'État. Et en plus ils étaient considérés avec mépris, comme des « exécuteurs des basses œuvres de la justice avec un savoir médical ».

Le conseil de la profession médicale condamne maintenant ouvertement les règlements pénitentiaires qui obligent les docteurs à accomplir des actes contraires au code de déontologie.

Des membres de la magistrature s'élèvent également contre l'alimentation forcée. Le professeur de Droit Ludwig Raiser a déclaré qu'il était de l'opinion que tout individu a le droit de se détruire. Le juriste Hoinmar von Ditfurth demande de quel droit aucune loi peut entériner l'usage de la force pour interdire à un individu de mettre sa vie en jeu dans sa lutte contre l'État. Au contraire, la règle de l'État fait un devoir de sauver la vie d'un prisonnier, au besoin contre sa volonté. Le refus de pratiquer l'alimentation forcée sur un prisonnier étant assimilé à l'euthanasie par la loi, acte passible d'une peine d'emprisonnement « non inférieure à trois ans », deux docteurs de l'université de Tübingen ont récemment été enjoints par un tribunal d'alimenter des prisonniers de force.

Mort de Katharina Hammerschmidt

Ils l'avaient arrêtée en 1972. C'était une étudiante, accusée d'avoir transporté des armes et d'avoir fourni des planques aux membres de la R.A.F.

Six médecins de prison furent incapables de diagnostiquer une tumeur cancéreuse : pour eux, c'était une simulatrice et une mauvaise tête, et ils la soignèrent comme telle. Des radios montraient des symptômes caractérisés de cancer. Le docteur de l'hôpital de la prison de Berlin, un professeur de médecine, n'aurait rien remarqué d'anormal. Sa distraction fut attribuée à la fatigue, due au surmenage, qui aurait affecté son acuité visuelle et mentale.

Quand des crises d'étouffement apparurent, au mois de septembre 73, deux autres médecins examinèrent la malade. Après avoir vérifié les radios, ils conclurent qu'il n'y avait pas lieu de prescrire un traitement spécial. Ils conseillèrent de procéder à de nouveaux examens radiologiques trois mois plus tard. Les autorités pénitentiaires, dont c'est le devoir de veiller à la bonne santé des détenus, ne tinrent aucun compte de cet avis. En octobre, alors que la malade était en proie à des insomnies et à des douleurs insupportables, elle était catégorisée comme « criant trop ». Elle entreprit plusieurs grèves de la faim pour obtenir un traitement approprié. Les autorités de la prison virent dans ses actions un chantage à mobile politique. Son défenseur insista pour la faire examiner par un spécialiste. Maintenant sa gorge était enflée à un point effrayant, et ses crises d'étouffement prenaient un tour alarmant, mais le médecin en poste à la prison la traitait encore comme une simulatrice, et ne lui donnait que des cachets sans aucun pouvoir actif. À la fin, la gravité de son état devenant trop manifeste pour qu'on la garde sous la responsabilité de l'administration, le juge chargé de son affaire ordonna sa libération pour qu'elle puisse se faire soigner en clinique. Il était alors trop tard.

Bien que l'enquête eût fait état d'une « incroyable carence

médicale » de la part des docteurs et de l'administration de la prison, responsables de son traitement, l'expert commis trancha : « Il n'y a pas de coupables – pas de faute pouvant justifier de poursuites ». Les manifestations gauchistes sur la « Justice assassine » sont – bien entendu – repoussées comme irresponsables et injustifiables.

La loi et l'ordre

Fin août, 2 attaques de banques furent menées à bien en l'espace de 24 heures par deux couples armés. À chaque fois, ils prirent le large avec DM 100 000. Ils laissèrent sur les lieux des boites de chocolats avec un tract. Sa formulation amena le chef de la police de Berlin, Boetcher, ainsi que d'autres experts de la police, à rendre l'ancien communard (c.à.d., ancien membre du groupe « Kommune 1 » de Berlin – N.d.T.) Fritz Teufel responsable de ces hold-ups, accomplis au nom du Mouvement du 2 Juin. Des avis de recherche à son encontre sont placardés partout, le désignant comme un des responsables de l'enlèvement de Lorenz.

Plusieurs autres actions moins spectaculaires, menées par divers nouveaux groupes s'identifiant au Mouvement du 2 Juin, étaient manifestement organisées dans le but de démontrer au public que la résistance est non seulement encore vivace, mais en plein essor, malgré l'arrestation des auteurs de l'enlèvement de Lorenz : Gerald Klöpper, Ronald Fritzsch et Ralf Reinders ; et malgré le fait que Werner Sauber ait été tué, et Till Meyer blessé. Depuis la mi-juillet, on pouvait noter une nervosité croissante en haut lieu, parmi les responsables de la sécurité. Dans leur évaluation de toutes les actions qui ont eu lieu après le siège de Stockholm, les policiers estimaient que les 2 hold-ups étaient l'indice de préparatifs pour un nouvel enlèvement ou pour un attentat à la bombe.

Au cours d'une série de descentes éclairs pendant le mois de septembre 1975, le service spécial « T » (pour Terreur) de la police a capturé la plupart des militants connus du Mouvement

du 2 juin. 14.000 policiers ouest-allemands étaient engagés dans les opérations, dirigées par 212 spécialistes de police criminelle appartenant à la nouvelle section « T ». 7.000 éléments d'information sur les anarchistes avaient été traités par ordinateur. On vérifia des milliers d'immeubles, classés comme « domicile se prêtant à des activités de conspiration », de garages, d'aires de stationnement. (Rappelons l'« Opération Winterreise » qui fut engagée après la libération des 5 prisonniers de la R.A.F., suite à l'enlèvement de Lorenz : à cette occasion, on vit la police faire des descentes sur des secteurs entiers de Berlin, *avec la participation des troupes d'occupation U.S. !*).

Sont en état d'arrestation : Juliane Plambeck, Ralf Reinders et Inge Viet. Reinders était dans la clandestinité depuis 1969. Viet s'était évadée de prison en 1973. Ils sont tous trois rendus responsables de l'exécution du traître Ulrich Schmücker (juin 1974), l'assassinat du juge Drenkmann (novembre 1974), l'enlèvement du leader de la C.D.U. Peter Lorenz. (janvier 1975).

L'indicateur Götz Tilgener, qui participa à la fondation du groupe du 2 juin, avait déclaré à la police que Viet et Reinders avaient donné l'ordre aux camarades de Wolfsberg de tuer Schmücker (Tilgener est mort mystérieusement en 1975).

Un autre fondateur du groupe, Heinz Brockmann, devint lui aussi indicateur. Il avait été condamné à une peine légère de prison. À sa sortie de prison, la Verfassungschutz (homologue allemand de notre D.S.T. – N.d.T.) le prit sous son aile. La police affirme que d'autres jeunes membres du groupe parlent sans réticence depuis qu'il sont en état d'arrestation.

L'arrestation des meneurs *n'est pas*, contrairement à ce que clame le chef de la police Kittlaus, le résultat d'une recherche systématique. La centralisation des services de police, l'informatique et la nouvelle brigade « T » ne leur auraient été d'aucun secours, s'il n'y avait pas eu un éboueur

pour trouver dans une poubelle des fragments déchirés d'exemplaires ratés de tracts du 2 Juin et de faux documents, et pour apporter sa trouvaille à la police.

D'après les communiqués de presse émis par la police, une serviette appartenant à Lorenz fut retrouvée dans la boutique de Reinders. Manfred Ganshow (chef adjoint de la police de Berlin) n'a rien à dire de la pratique policière bien connue, qui consiste à introduire des objets compromettants à l'occasion d'une fouille domiciliaire. Quand de telles accusations ont été formulées par nos camarades dans le passé, les média se sont bien gardés d'y faire écho ! [[Comme ce fut le cas pour les 10 camarades anglais accusés d'avoir participé aux attentats revendiqués par la Brigade de la Colère, et dont la moitié furent acquittés, à l'issue d'un procès retentissant, à Londres (juin-déc. 71), malgré les « pièces à conviction » présentées par la police (cf. N° 110-111, 120-121, et 122). —N.d.T.)]]. « Les terroristes, déclare Ganshow, ont fait preuve d'une légèreté incroyable en laissant traîner une telle pièce. Ils étaient devenus trop sûrs d'eux, et se croyaient parfaitement en sécurité. » En voilà un qui, avant de faire des déclarations hâtives, devrait d'abord consulter — comme les autres grands patrons de la protection de l'État — ses psychiatres et sa clique de savants vendus (tels Hacker et le behaviouriste Skinner). Hacker, soit dit en passant, est conseiller du Pentagone, du F.B.I. et du Service Criminel allemand pour les questions de contre-révolution. Que nos camarades aux U.S.A. en prennent note !

Nous l'avons déjà dit, et nous le répétons encore : le plus grand terroriste de tous, c'est l'État ! Des savants tels que le professeur Barning fournissent le boniment qui en mettra plein les yeux au public. Maihofer et Schwarz se servent de ces échafaudages scientifiques pour masquer le fait que ce sont *eux* les fauteurs intellectuels d'un super-terrorisme.

Nous citons *Prozess Info* N° 1 (publié par les Komitees gegen Folter, Hambourg) « Suivant la définition donnée par Schwarz

(ministre de l'Intérieur de Rhénanie-Palatinat) : « La règle fondamentale du terrorisme est de tuer le maximum de gens possible. Le terroriste veut créer la paralysie par l'épouvante chez un nombre de plus en plus grand à travers le monde ». C'est la définition exacte de la politique d'Israël à l'encontre du mouvement de libération de la Palestine de la politique vietnamienne des U.S.A. ; de la politique de la Junte chilienne de la politique du Ministère Public de l'État allemand : détruire autant de révoltés et de prisonniers politiques que possible ». (Nous ajouterons à cette liste le discours de Franco après qu'il ait fait exécuter les camarades espagnols).

Nous avons signalé le nombre croissant de « tote Trakte » (« bras morts » : sections d'isolement) nouvellement construits. « On nous a placés, Jan et moi, dans un de ceux-ci à Stammheim. Augustin, les 4 de Stockholm, Schiller et Eckes sont gardés dans des « bras morts ».

Les compte-rendus de presse, inspirés par la police, parlent de « légèreté incroyable » et de gens « trop sûrs d'eux ». Si l'on relit la littérature policière de la période précédente, on s'aperçoit que les fins limiers excusaient leurs échecs en soulignant l'habileté des guérilleros à mettre en œuvre la stratégie établie par les spécialistes de la guerre de guérilla ; et les précautions qu'ils prenaient pour assurer leur sécurité. Mais à présent les média nous disent : « Teufel et son amie Gabriele Rollnick ont donné en plein dans la souricière montée par !a police dans l'appartement de celui-ci. Le service « T » n'eut aucune difficulté à s'assurer de lui, de son fusil à canon scié, et de $ 15.400 en devises étrangères (...). Ils le trouvèrent en possession d'une longue liste de sympathisants du 2 Juin qui n'avaient jamais été repérés ». On n'a signalé nulle part qu'un coup de filet ait suivi pour s'emparer de ces « partisans (répertoriés) d'une association de malfaiteurs. » Voilà qui devrait amener les citoyens à se poser des questions. Les anarchistes, mieux au

courant des procédés employés par la police au cours de son histoire, savent comment les forces de sécurité s'y prennent pour se donner l'apparence d'être absolument indispensables. Si tous les membres du groupe B.-M. et du Mouvement du 2 Juin avaient été appréhendés, on pourrait se passer de l'armée colossale de spécialistes des questions de sécurité et de parasites mettant en coupe la psychiatrie.

Le gouvernement allemand, afin de semer la confusion, a imposé aux média une terminologie fallacieuse et de la plus insigne mauvaise foi. L'épouvantail rebattu des anarchistes lanceurs de bombe servit, une fois de plus, à amener l'homme moyen, épris de démocratie, à accepter une législation fasciste. Puis la propagande sortit une série d'histoires d'atrocités : « La bande B.-M. menace d'empoisonner l'eau potable de Stuttgart. » « Du gaz moutarde volé par des membres de la bande doit servir contre la population. » C'est alors qu'une bombe explose à la gare centrale de Brème (6 décembre 1974), attentat dont la R.A.F. fut rendue responsable, mais qui portait la marque d'une provocation policière.

Depuis le mois d'octobre 1974, 65 « anarchistes » et sympathisants présumés ont été arrêtés. 102 personnes sont en détention préventive pour avoir soutenu des « menées anarchistes ». 202 enquêtes des services de police sont en cours.

Ilse Jandt et 7 membres du groupe de Wolfsburg du 2 Juin furent arrêtés après l'exécution du renégat Schmücker. Nous avons fait état de l'arrestation de Ralf Reindors, « chef du Mouvement du 2 Juin » et assassin présumé du juge Denkmann. La police hollandaise a arrêté à Amsterdam l'« anarchiste » Helmut Luef, membre du groupe Debus, lié à la R.A.F.

Sont toujours en liberté : Jörg Lang (Jogi), un avocat « anarchiste » ; la police affirme qu'il s'emploie à mettre sur pied une nouvelle organisation de la R.A.F., et qu'il est en train d'organiser de nouveaux enlèvements. Astrid Pröll

(Rosi), ancienne maîtresse d'Andreas Baader, serait, à en croire la police, gardée par les « Brigades Rouges » en Italie. Cela fait 3 ans que Vera Berzel est dans la clandestinité. Angela Luther et l'avocat Siegfried Haag n'ont toujours pas été retrouvés. Pas plus qu'Andreas Vogel, prétendument responsable du dernier attentat à la bombe à la gare centrale de Hambourg.

Ont été libérés (suite à l'enlèvement de Lorenz) : Rolf Heissler, Gabriele Kröcher-Tiedemann, Rodolf Pohle, Verena Becker, Ingrid Siepmann. Disparus – et, de l'avis de la police, exécutés pour trahison : Ingeborg Barz, Michael Baumann, Ewald Goerlich. Susann Herminghausen, Rosemarie Keser.

Les suppositions vont bon train pour savoir où sont passés les vieux de la vieille. Les ordinateurs de la police sont sur les dents. La rumeur fait apparaître les fugitifs ici, partout et nulle part : au Sud Yemen, dans des écoles de guérilla japonaises... Leurs relations sont internationales : le Front de Libération de la Palestine, l'Armée Rouge Japonaise, les guérilleros espagnols, les Brigades Rouges italiennes. Lisbonne s'est mué en centre de conjuration. Poniatowski prétend avoir les preuves de l'existence d'« écoles de terrorisme anarchistes » en Allemagne de l'Est. La police veut que Siegfried Haag ait été en rapport avec le fameux terroriste « Carlos ». La fermette de Haag, dans le Midi de la France, apparaît, à en croire la police, comme la base clandestine d'où étaient menées des opérations en Espagne et dans d'autres pays. Contre cette « conspiration mondiale du terrorisme », Maihofer appelle à une action conjointe anti-terroriste au niveau international. À dire vrai, un certain degré de coordination a été mis en place avec les services de contre-espionnage français, suédois, espagnols et anglais. En mars 1974, la police suisse arrêtait à Zürich un groupe de la R.A.F., qui avait dérobé des mines, des grenades et des armes légères dans des arsenaux de l'Armée suisse ; groupe mené par

Petra Krause, accusée de l'incendie criminel d'un immeuble de l'I.T.T. à Milan (il s'agit de sa filiale italienne Face Standart – N.d.T.). Une partie de ces articles redoutables passa en Espagne. 3 pistolets mitrailleurs, 3 grenades et des explosifs furent remis à Siegfried Haag et Elizabeth van Dyck. La police donne à cette histoire sans importance les dimensions d'une affaire sensationnelle portant sur un vaste trafic d'armes. Des indications fragmentaires, obtenues fortuitement, sont montées en épingle pour donner l'impression d'une police qui, même si elle fait preuve de la plus grande réserve, n'en serait pas moins totalement au parfum. Eu égard aux effectifs énormes et aux moyens techniques fantastiques dont elle dispose, son mythe de l'inéluctable omnipotence de l'État a été battu en brèche par une poignée de révoltés. Il aura fallu 10.000 renseignements confidentiels – faits rapportés par des citoyens alarmés et délations inspirées par la malveillance, en réponse aux SOS de la police et la faiblesse de quelques membres qui, cédant à la peur face à la brutalité et aux ruses employées par ceux qui les avaient capturés, collaborèrent avec eux. La police prétend désormais détenir une longue liste de sympathisants, qui n'avaient pas été fichés jusque là. En vertu de leurs droits constitutionnels, ces gens étaient parfaitement en règle, jusqu'à ce que la nouvelle législation anti-terroriste entre en vigueur. La police peut fort bien avoir des dossiers sur des gens qui soutenaient des organisations qui ont été, d'un seul coup, déclarées « associations de malfaiteurs » des gens qui peuvent désormais se retrouver en état d'arrestation du jour au lendemain, et dont certains – nul doute – fourniront les noms d'autres sympathisants encore, jusqu'alors inconnus. Et quiconque dira que c'est un retour aux temps de l'Inquisition et de la Gestapo sera personne marquée. La police et la Verfassungschutz (police de Protection de la Constitution) peuvent bien avoir une liste de recrues infiltrées, d'agents provocateurs et de renégats collaborant avec elles, mais elles ne sont guère au courant de ce qu'il est advenu de certains d'entre eux, tels ceux que nous avons

cités, ou – par exemple – de Rolf-Jürgen Mauer.

Gerhard Baum, du ministère de l'Intérieur, déclara, après l'arrestation de Teufel et de Reinders : Le noyau dur a été brisé, et c'est un gros succès. Mais ceci ne veut pas dire que nous puissions relâcher notre vigilance. Le danger existe toujours ». Une demi-douzaine de révoltés tient occupés des centaines de milliers de policiers [[Selon des chiffres récents, les forces de l'ordre comptaient 168.000 hommes en France (Police Nationale et Gendarmerie) contre 174.000 en R.F.A. (N.d.T.)]], et une autre centaine de milliers de collaborateurs. On ne demande pas au peuple son aval, mais on lui fait payer des millions pour entretenir une force policière monstrueuse, et des millions pour construire de nouvelles prisons forteresses, alors qu'on lui dénie des conditions de logement satisfaisantes. On lui bourre le crâne de mensonges sur la puissance de la R.A.F., ses relations internationales, sur son habileté à la guérilla et son armement. C'est en raison de cela que la police n'avait pu les capturer ; et, maintenant qu'ils ont été pris, par un coup de chance plus que par habileté, il faut bien produire de nouvelles menaces, de nouveaux dangers qui justifient l'existence des services de police et la prorogation des lois répressives. Avocats contestataires et éditeurs d'extrême gauche comptent, pour la police, comme autant de maîtres-agitateurs, s'adonnant avec bonheur au racolage des jeunes attirés par le terrorisme. Voilà le nouveau danger. Le nombre de nouveaux sympathisants clandestins, non encore repérés, serait, rien que dans les milieux ecclésiastiques, de l'ordre de 1600. Un service d'information par ordinateurs (« Nadis ») doit servir à surveiller les collectifs d'avocats et les éditeurs de gauche. Les personnalités menacées peuvent être conseillées et protégées en permanence par la police. La propagande active menée par les avocats et les éditeurs gauchistes pour qu'on reconnaisse aux guérilleros urbains le statut de militants politiques, doit être arrêtée. On ne peut plus tolérer que les informations recueillies auprès des

prisonniers soient communiquées au public, en Allemagne et à l'étranger, car, dit la police, ce sont des déformations mensongères. Les organismes d'aide aux prisonniers constituent un danger à la sûreté publique, car ils favorisent la conspiration et la résistance organisée dans les prisons. Les exécutions de traîtres au sein des groupes radicaux ne sont pas de l'autodéfense, mais des actes destinés à terroriser des citoyens respectueux des lois qui « assistent la police dans son enquête ».

À en croire le tableau que nous dépeint la police, les membres en cavale du groupe B.-M. et du Mouvement du 2 Juin sont abrités par des communautés, des squatters, des groupes éditant des revues, des collectifs de jardins d'enfants. Et voilà une version policière. Une autre serait que les hors-la-loi les plus marqués disposent de sympathisants partout, qui les protègent et les aident à s'établir sous des dehors respectables, leur fournissant même de quoi se monter une affaire commerciale. Ils ont tous faux passeports, faux permis de conduire et autres documents. Ils cambriolent les bureaux des services officiels pour se procurer des papiers authentiques, ou disposent de leurs propres officines de faussaires. Ils ont de vastes dépôts d'armes... Qu'y-a-t-il, en fait, à la base de ces affirmations policières ? Un ou deux vols de formulaires de documents officiels en blanc, dans les mairies de quelques coins perdus. Le vol de quelques pistolets-mitrailleurs, de grenades, et d'une quantité dérisoire d'explosifs. On fait appel au public dans son ensemble, et plus particulièrement aux propriétaires qui ont des appartements en location, pour qu'ils tiennent les services de police au courant de tout locataire qui verserait plusieurs mois de loyer à l'avance, et réglerait la suite par mandat postal, pas par chèque bancaire. Et de même pour les locataires qui ne reçoivent pas de courrier ; qui changent les serrures pour interdire l'accès au propriétaire ; qui n'ont que peu ou pas de mobilier ; qui choisissent des appartements relativement à l'abri de la surveillance du voisinage. 40 000

pompistes ont reçu de la police l'instruction de tenir à l'œil leurs clients. La police a déjà reçu 2 017 communications confidentielles. L'Allemagne « démocratique » en est revenue insensiblement aux conditions du régime hitlérien, qui faisait de chaque citoyen un auxiliaire de la Gestapo. Une fois de plus, sociaux-démocrates et libéraux mènent leur sale jeu de contre-révolutionnaires, sous les acclamations des réactionnaires déclarés.

Quel mouvement ?

Qui sont-elles donc, à l'heure actuelle, ces redoutables minorités qui doivent être écrasées? Une Armée Rouge pouvant prétendre s'attaquer, sur le plan militaire, à l'Armée et à la police allemandes, sur un pied d'égalité, ça n'a jamais existé. Disons-le tout net. Alors, pourquoi le gouvernement allemand jouerait-il ainsi les Don Quichotte chargeant les moulins à vent ? La Fraction Armée Rouge s'est mépris dans ses comptes, mais – même si elle n'avait aucune base, et bien qu'elle n'ait pas réussi à s'assurer l'appui des travailleurs – le péril menace toujours d'un soulèvement de masse, éclatant tout à coup. Oui, la Révolution est en train de germer dans les groupes militant pour l'avortement, les communautés et les groupes de squatters, dans tout collectif dont la révolte est cautionnée par la jeunesse. Alors que le gouvernement veut donner l'apparence d'être invincible, la R.A.F. a, de fait, indiscutablement mis en évidence la vulnérabilité du pouvoir étatique. Actuellement, la conduite adoptée par les gens de la R.A.F. est effectivement en train de révéler la vraie nature homicide de la justice allemande, à l'occasion du procès B.-M. «Le mouvement a été arrêté ! » affirme Otto Walter Haseloff, un psychanalyste de Berlin travaillant pour la police. « Après Stockholm », déclarait un autre responsable haut-placé de la police, je m'attendais à une action spectaculaire, pour montrer que la bande était toujours forte. Le fait qu'il ne s'est rien passé prouve que le mouvement a été brisé. »

La R.A.F. peut-être, messieurs ! – mais on dirait qu'un autre

mouvement est là, qui se met en branle.

Et ce n'est pas non plus du 2 Juin qu'il s'agit. Consultons donc les rapports de police. Karl-Heinz Baumann. détenu à Düsseldorf : suspect de viol, de vol et d'incendie volontaire. Il se servait de caches souterraines dans les environs de Düsseldorf pour entreposer des effets utiles à une vie de conspirateur. Il fut donné par l'indicateur Jürgen Bodeux, ce même indicateur qui incrimina notre camarade de Cologne Ralf Stein (cf. ci-dessous – N.d.T.). Les policiers qui perquisitionnaient la maison de Baumann y trouvèrent 10 dossiers de documents sur « la lutte armée de la R.A.F. ». Il se préparait manifestement à entrer dans la clandestinité. Les objets qu'il avait dissimulés ? Des sacs de couchage, des coupures de journaux, des notes personnelles, de caractère politique, des aliments en conserve, un appareil radio et des liquides inflammables ! Et puis il y a la libraire Johanna Kashke, arrêtée le 10 juillet, connue pour avoir travaillé pour le « Secours Rouge » et la « Croix Noire ». Son crime ? Elle fut repérée alors qu'elle rôdait près d'un dépôt d'armes. La police pense qu'elle préparait une attaque de banque. Ensuite, nous avons Ulrich Alt, en détention préventive à Munich depuis le mois d'avril, présenté comme l'inspirateur d'un groupe d'élèves et d'apprentis. Quels crimes cette « association de malfaiteurs » aurait-elle perpétré ? Des manifestations de protestation sur la voie publique : avoir orné des affiches électorales de slogans anars ; avoir arraché et mutilé des avis de recherches placardés par la police ; s'être essayés à la fabrication de bombes à retardement ; avoir fait des bombages à la peinture sur des monuments patriotiques.

La police affirme : l'avocat proscrit Lang est à la tête d'une « cellule révolutionnaire » clandestine déjà responsable de douze actions terroristes. et résolue à venger la mort d'Ulrich Wessel et de Siegfried Hausner. Haag et Lang veulent asseoir leur contrôle sur un nouveau mouvement, formé de

petits groupes autonomes, qui agissent de leur propre chef. Les policiers voudraient faire accroire à la population qu'ils ont affaire à un ramassis de gosses paumés, dévoyés par les avocats Haag et Lang. Nos recherches nous amènent à une conclusion différente : la jeunesse d'hier a eu le temps de digérer l'enseignement politique qui s'est développé depuis 1968. Ils ont eu l'occasion de confronter l'élitisme avec l'idée libertaire. Quand ils entrèrent dans le monde du travail, ils firent l'expérience des luttes ouvrières, des déceptions que connaissent les travailleurs ; de leur méfiance à l'égard de la dialectique des intellectuels [[Ils ont appris que la dialectique peut cacher des triques ! (à défaut. de casser des briques). — N.d.T]] ; leur refus de suivre aveuglément dans les pas de la R.A.F. Les jeunes durent engager une réflexion approfondie, et cette analyse fit d'eux des libertaires. En tant que travailleurs, ils constituent bien l'élément qui manquait au mouvement étudiant allemand. Et, par leur adhésion au principe de la lutte armée, ils annoncent une réorientation possible des travailleurs qui s'étaient tenus à l'écart de l'élite B.-M. La police ne se rend que trop bien compte de ce qu'ils sont nombreux, qu'ils ont tiré la leçon des erreurs du groupe B.-M. et du 2 Juin, et qu'ils pourraient bien inspirer aux travailleurs la résolution d'occuper de nouveau l'ancienne position que leurs pères avaient désertée, celle de la Révolution Sociale.

Ils approuvent — comme nous-mêmes — les déclarations de la R.A.F., reproduites dans *Prozess Info* N° 1 : « L'opinion publique ne contrôle pas l'État ; c'est le contraire qui se passe : l'État contrôle l'opinion publique. L'objectif de l'État est de briser toute expression subjective de l'individu, et d'en démontrer la futilité. L'État se sert de sa propagande pour nous enlever tout crédit, pour nous enlever toute liberté d'expression, et nous réduire à l'impuissance. »

« Quand nous parlons de prisonniers politiques, nous n'usons pas du concept bourgeois. Tout travailleur emprisonné est un

prisonnier politique ; un prisonnier de la politique impérialiste, et partant un prisonnier de l'État impérialiste. Tout prisonnier, peu importe le motif pour lequel il a été criminalisé tout prisonnier qui comprend la nature politique de son état de sujétion ; tout prisonnier qui résiste ; qui organise la résistance au sein de la prison – celui-là est l'un de nous. »

Les anarchistes ont marqué leur désapprobation d'actions terroristes coupées du plein appui des masses. Nous ne sommes qu'en partie d'accord avec Klaus Croissant. Nous soulignons sa déclaration où il affirme que la justice étatique équivaut à la contre-révolution. Nous allons plus loin, et déclarons que la révolution bourgeoise est contre-révolutionnaire, et qu'en conséquence aucun mouvement lié à !a tradition autoritaire, doctrinaire et militaire ne peut prétendre représenter la Révolution Sociale. Croissant est plus proche des conceptions anarchistes quand il déclare que, si la défense des révolutionnaires est assurée par des individus bourgeois, elle est limitée par les restrictions qu'impose la justice étatique bourgeoise : « Le combat contre la torture infligée aux victimes de l'appareil judiciaire ne peut être mené que par le peuple lui-même, auquel les révolutionnaires appartiennent. Ce n'est pas une affaire de légalité ou d'illégalité, mais de fascisme ou d'anti-fascisme. Ou bien on admet un système qui détruit les individus, ou bien on lutte contre le fascisme. Le chemin qui mène au socialisme passe sur le cadavre du fascisme. »

Notre position est conforme à celle du Comité de Hambourg, qui déclare : « L'État vise à se déblayer une zone de tir qui lui donnerait la possibilité de liquider les avocats qui se sont identifiés aux groupes anti-impérialistes. En tant qu'anarchistes, nous estimons que ce dont l'État a peur, c'est moins d'une bande de guérilleros urbains que d'une nouvelle génération de révolutionnaires en puissance, observant ce jeu dont la règle est le pouvoir, dans tous les pays, sous tous

les régimes. Plus les politiciens font preuve de ruse et d'efficacité pour attenter à la liberté, plus vite risque de sauter le couvercle de la marmite. Il est vrai que les critiques qu'exprime actuellement l'intelligentsia allemande visent à obtenir des réformes – mais il est non moins vrai que pratiquement tout le monde a conscience des aspects négatifs de tous les systèmes sociaux essayés jusqu'à présent. Les gens ont été attirés au libéralisme, au socialisme et au communisme en raison des éléments anarchistes que contiennent ces idéologies, bien qu'ils y fussent complètement recouverts par la mauvaise herbe bourgeoise. En d'autres termes, des millions de personnes dans le monde entier tendent – sans s'en rendre compte – vers l'anarchisme. Ils ont horreur des contrôles, se méfient des politiciens, exècrent la guerre et tiennent les États pour suspects. Les gouvernements, de par leur nature contradictoire et corrompue, et par leurs actes inacceptables, en viennent en fin de compte à fournir de meilleures publicités contre les gouvernements que n'importe quel agitateur anarchiste. »

Si les anarchistes pouvaient présenter, ici et maintenant, l'exemple vivant d'une communauté anarchiste viable, des millions de personnes qui, à l'heure actuelle, se cantonnent dans le réformisme, parce qu'ils ne voient rien de mieux, se joindraient plus volontiers à l'entreprise de liquidation des gouvernements, d'abolition des lois et d'atomisation des prisons.

Tous les indices portent à croire que c'est maintenant au tour du mouvement anarchiste allemand – aussi faible et insignifiant qu'il soit – de faire face aux persécutions ; mais disons-le tout de suite : les chasseurs de sorcières peuvent allonger encore la longue liste des victimes tuées ou emprisonnées de bien d'autres rebelles ; mais en ce faisant ils montreront au monde entier aujourd'hui, et à la postérité, que leur État est une super-association de malfaiteurs.

Jadis, les Allemands avaient une chanson, où l'empereur

Barberousse de la légende disait : « Je sais pour sûr, que je puis reposer ma tète sur les genoux de chacun de mes sujets ». Nous doutons fort qu'aucun des dirigeants « démocratiques » actuels de l'Allemagne ose en faire autant. Tandis que les Allemands et les Japonais qu'ils poursuivent savent qu'ils peuvent compter sur la solidarité des anarchistes où qu'ils soient ; malgré les divergences quant aux méthodes à employer dans la lutte pour la liberté, et en dépit des édits de justice interdisant de les héberger.

John Olday.

Camarades

la police ouest-allemande veut criminaliser notre camarade Ralf Stein

Ralf Stein, qui fait partie de la rédaction collective du journal anarcho-syndicaliste *Befreiung*, fut arrêté le 14 avril. Il est détenu à la prison d'Ossendorf.

L'accusation se sert du paragraphe 129 de sinistre mémoire, et affirme que Ralf a soutenu une « association de malfaiteurs ». Ce paragraphe. introduit en 1969, est devenu une arme qui peut servir à transformer en criminel et à mettre hors-la-loi quiconque résiste à l'injustice. La loi d'urgence, qui représente une violation flagrante des droits constitutionnels (Grundrechte), est une législation précipitée, votée avec le soutien des Sociaux-Démocrates, des Libéraux et des partis réactionnaires.

Le parquet base ses accusations sur des déclarations faites à la police par Katja May et Norbert Hofmann, de Cologne, qui propageaient « l'insurrection armée » (de manière d'ailleurs bien digne d'amateurs). Ils n'avaient aucun contact direct avec les camarades du « groupe Befreiung », qui étaient principalement actifs dans la lutte par les moyens légaux dans l'industrie. *Befreiung* a, par le passé, condamné ouvertement, et à plusieurs reprises, les méthodes de la R.A.F. et le

Mouvement du 2 Juin. Le fait que le groupe « Befreiung » soutenait la Schwarzkreuz (la Croix Noire) – qui aide à défendre les prisonniers victimes de l'injustice, y compris les prisonniers politiques – a fourni le prétexte à l'appareil judiciaire pour décider que Ralf, et tous ceux qui soutiendraient des organisations de secours étaient des « sympathisants » des terroristes.

Jürgen Bodeux, dont nous avons évoqué le rôle trouble dans l'affaire d'Ilse-la-rouge (Ilse Jandt. inculpée de l'assassinat du « traître » Schmücker – N.d.T.), avait également tenté de s'infiltrer dans le collectif « Befreiung », mais il fut écarté par les camarades, pour n'avoir manifesté aucun désir d'apporter une participation responsable au travail constructif. Maintenant, animé par la rancune et la malveillance, il a déclaré à la police que Ralf était responsable à l'approvisionnement de l'« Armée Rouge de la Ruhr » [[Il s'agit d'un groupe libertaire de lutte armée, actif dans les années vingt, dont le nom semble avoir été exhumé pour les besoins de la cause (N.d.T.).]] Tout porte à croire que Bodeux est devenu un protégé de la Verfassungschutz.

Après son arrestation, le compte en banque personnel de Ralf fut saisi par la police, dans l'idée que c'était un compte utilisé par le Secours Rouge. Son domicile fut perquisitionné, et d'autres perquisitions, et des arrestations de courte durée, furent effectuées à Essen, et dans d'autres localités. Par contre, de manière assez surprenante, il n'y eut pas d'autres descentes ou d'arrestations chez les camarades de « Befreiung » à Cologne, ce qui ne peut signifier qu'une seule chose : que ces camarades sont étroitement surveillés.

Messages de solidarité, livres et journaux peuvent être envoyés à l'adresse suivante : Solidaritätskomitee « Ralf Stein » c/o Ralf Aurand, 5 Köln 30, Tiekstr. 49, R.F.A. ou à J.V.A., 5 Köhl 30 Rachmanstr. 30, R.F.A.

Japon

Appel du Comité de Défense du Front Armé Anti-Japonais d'Asie Orientale

Le gouvernement japonais a assimilé l'art du tour de passe-passe employé par ses homologues occidentaux, et qui consiste à rendre sa propagande si adroite qu'elle semble inexistante. Résultat : encore une victoire de la démocratie ? La réalité est tout autre.

Le 19 mai dernier, huit jeunes militants furent appréhendés au même moment, au petit matin. L'un d'entre eux se suicida aussitôt en absorbant une capsule de poison. Les autres furent inculpés dans le cadre de l'enquête sur la série d'attentats à la bombe qu'a connue le Japon depuis le mois d'août 1974 (voir la chronologie détaillée ci-dessous). Ils furent d'abord décrits comme étant « des anarchistes ». Il y avait à cela deux raisons : d'abord, il s'agissait de réveiller dans le public le réflexe atavique d'association entre bombes et absence de gouvernement ; ensuite venait une manœuvre calculée par l'État pour se créer un prétexte de répression contre le mouvement anarchiste japonais, après la désagrégation de la « Nouvelle Gauche » marxiste. Quand on laissa filtrer dans la presse l'information que les 7 de Tokyo n'avaient aucune connaissance précise de l'anarchisme, le mal était déjà fait. Dans la chasse aux « indices », les domiciles des anarchistes suspects, à travers le pays, furent l'objet de descentes de police, de poses de micros clandestins, et de surveillance directe. Dans ces circonstances, les anarchistes japonais ont besoin d'une solidarité renouvelée pour faire face aux attaques qui vont suivre. En attendant, le gouvernement est en train de mettre sur pied un projet de loi anti-terroriste qui va replonger le pays dans l'atmosphère des années trente[[La montée du militarisme japonais au début des années trente fut marquée par une série de tentatives de coups d'État et une vague de terrorisme militariste, culminant avec l'assassinat du Premier Ministre Tsuyoki Inokai le 15 mai 1932, par un

groupe d'officiers. Ceci fut le signal de la fin du régime des partis, déjà en difficulté face aux militaires depuis l'incident de Moukden (18 septembre 1931), qui entraîna la guerre sino-japonaise et l'occupation de la Mandchourie. À partir de 1932, une série de gouvernements militaires intensifièrent la répression contre le mouvement révolutionnaire, pratiquement écrasé dès 1935. (N.d.T.)]].

Dans tout le Japon, à l'heure où vous lisez cet appel, la police exploite la situation actuelle pour intensifier, au mépris des lois, son action de maintien de la « sécurité publique », sous prétexte de réprimer des « éléments extrémistes ». D'abord, les appartements privés sont soumis à une « stratégie du rouleau compresseur ». Les domiciles suspects sont mis à sac pour trouver des preuves. Beaucoup de perquisitions ont été amenées par des indications fournies par de simples citoyens, style 1934. Ensuite, les suspects sont embarqués, généralement de nuit, et leurs effets sont épluchés en leur absence. En troisième lieu, les militants politiques, y compris les leaders de mouvements locaux de citoyens ou de résidents, sont suivis, soumis à une surveillance constante, et souvent appréhendés sous des inculpations mineures de droit commun. Les endroits où se rencontrent des « éléments extrémistes » sont truffés de micros, et soumis à écoute téléphonique. Enfin, éditeurs et imprimeurs ont été perquisitionnés illégalement, avec saisie de manuscrits ou d'imprimés.

Voilà pour notre droit, inscrit dans la Constitution, d'imprimer, de publier, de diffuser et de lire ce que nous voulons ! Loin de rester insensibles à une campagne de répression digne de la Tcheka, les mass-média ont lancé leur propre chasse aux sorciers contre les éléments radicaux. Leurs vociférations marquèrent un maximum après l'arrestation, au mois de mai, de 8 militants appartenant aux trois groupes constituant le « Front Armé Anti-Japonais d'Asie Orientale » : « Wolf » (« Loup »), « Fang of the Earth » (« Croc de la

Terre »), et « Scorpion » – que l'on appelle maintenant le plus souvent « les Loups ». Dans l'ensemble de la presse bourgeoise japonaise, ce fut l'occasion d'une débauche d'articles fielleux et calomniateurs sur cette organisation. Le point commun à tous ces articles est de passer virtuellement sous silence le contenu des proclamations clandestines émises par le groupe, et les risques qu'ils avait pris pour faire connaître son intention politique : de donner un avertissement, par l'action directe, aux compagnies japonaises qui exploitent actuellement les peuples de l'Asie, et, par là même, de s'attaquer aux projets coloniaux du gouvernement pour cette région du monde. Au lieu de cela, en occultant la nature politique des attentats, la presse a aidé, par tous les moyens, à réveiller et à faire jouer contre les 7 suspects l'horreur profonde du public pour les bombes. Ainsi le journal *Asahi Shimbun*, dont l'édition du 29 juin les traitait de « bande de dingues non-politiques », et rien n'a été négligé pour que s'impose l'image de dangereux fanatiques, d'obsédés de la bombe.

Sans aucun doute, le gommage délibéré, par la presse, des objectifs réels des « Loups » – provoquant ainsi une hystérie de l'attentat parmi le public, et procédant pratiquement au lynchage moral des 7 de Tokyo, avant même leur procès – entre dans la stratégie du gouvernement japonais : l'extension de la répression et de la surveillance au nom de « la loi et l'ordre », avec l'adhésion du public japonais.

Les objectifs pratiques des trois groupes sont suffisamment explicités par le titre collectif même qu'ils avaient choisi pour leur mouvement : Front Armé Anti-Japonais d'Asie Orientale. Plus explicites encore sont les palmarès passés et les activités actuelles des compagnies visées par la campagne d'attentats : Mitsubishi Heavy Industries (30 août 1974) et Mitsui Products (14 octobre) sont les principaux marchands de mort du Japon, avec comme tâche politique de servir de paravent à l'expansion coloniale du Japon en Asie ; Teijin (25

novembre) Taisei Construction (10 décembre), Kajima Construction (23 décembre), Hazama Gumi (28 février, 4 mai), Oriental Metals (19 avril) et l'Institut de Recherche Industrielle Sud-Coréen (19 avril) se sont tous rendus coupables, dans le passé. d'avoir arraché à leurs terres natales des populations locales, comme les Coréens ou les Aïnous japonais. Leur fonction actuelle est de former la tête de pont, de mèche avec les gouvernements compradores indigènes, de l'invasion économique de l'Asie par le Japon.

Dans de telles circonstances, peu importe si l'étiquette « anarchiste » collée aux accusés par le gouvernement et par la presse est la bonne. Quelle que soit leur orientation politique, notre tâche, à l'extérieur, est claire. D'abord, il faut contrer la réaction gouvernementale en lançant notre propre campagne – une campagne populaire contre les actes illégaux de répression policière. Nous ne pouvions pas laisser notre instinct de conservation ni notre manque d'audace naturelle nous imposer le silence. Pas plus que nous ne pouvons laisser l'opinion publique prisonnière des versions officielles, ou déformée par le sensationnalisme des mass-media. Ensuite, il faut mener une action de soutien pour faire connaître les intentions réelles des 7 de Tokyo, avant qu'elles ne soient complètement noyées dans l'hystérie induite par le gouvernement et les média. Nous reconnaissons que les 8 morts de l'attentat contre Mitsubishi furent une tragédie, mais nous insistons sur le fait que le groupe n'avait pas l'intention de tuer. Dans tous les attentats qui suivirent, la taille de l'engin avait été réduite, l'heure de l'explosion avait été soigneusement calculée de manière à éviter de faire des victimes, et tous les avertissements nécessaires avaient été faits par téléphone.

De toute façon, en regard des massacres passés d'Aïnous, de Chinois et de Coréens dont les marchands de mort se sont rendus et sont toujours responsables, le nombre des victimes est négligeable. Condamner la violence en cautionnant ceux qui

utilisent la violence « respectable », c'est tomber dans le panneau de l'État. Nous sommes en train de lancer un mouvement pour soutenir la défense des 7 de Tokyo. Vos encouragements de l'étranger nous donneront du courage et des forces pour notre campagne. Nous espérons aussi que vous ferez connaître aux camarades de votre pays ce que nous faisons.

Solidarité Internationale pour les « Loups » et pour notre campagne en leur faveur !

Écrire à Mukui Ko (Salution, Izumihara Bunka, 2-12-2 Asahi-cho, Abeno-Ku, Osaka, Japon) ou à East Asia Anti-Japan Armed Front Defence Committee (Tokyo, Minatoku, Shinbashi 2-8-16, Ishida Buildings 4 F c/o Kyuen Renonku-Cente)

Pour plus d'informations, contacter L.I. Centre, c/o C.I.R.A. -- Nippon S.I.C.. Kobe G.P.O. Box 1 065.650-91, Japon.

Chronologie

- Août 1974 : après trois avertissements préalables dont il ne fut pas tenu compte, une bombe puissante explosa dans le hall d'entrée de Mitsubishi Heavy Industry, au cœur du quartier des affaires de Tokyo. M.H.I. Est probablement la plus grosse entreprise industrielle établie en Corée du Sud par le capital japonais. 8 morts et 380 blessés. Revendiqué par « Wolf » (« Loup ») du Front Armé Anti-japonais d'Asie Orientale.
- 14 octobre 1974 : Une autre bombe contre Mitsui & Co., une des société commerciales les plus « dynamique » du Japon, jouant un rôle de premier plan en Corée du Sud et dans le Sud-Est asiatique, et faisant partie du combinat géant Mitsui, qui participait de plain-pied à la direction du Japon avant la guerre. 19 blessés, dont les policiers qui fouillaient le bâtiment à la suite des avertissements reçus. Revendiqué par « Fang of the Earth » (« Croc de la Terre ») du Front Armé Anti-Japonais d'Asie Orientale.
- 25 novembre 1974 : Une bombe à retardement explose à l'Institut central de recherches de Teijin Lim, dans l'ouest de Tokyo. Teijin est un gros conglomérat de l'industrie

textile. Une note exigeait l'abandon de ses projets de construction d'une nouvelle raffinerie de pétrole en Corée du Sud, et l'arrêt de l'emploi de main-d'œuvre féminine coréenne au rabais dans son usine de Nagoya. Pas de blessés. Revendiqué par « Loup ».
- 10 décembre 1974 : 9 personnes sont blessées par une autre bombe au siège de la Taisei Construction Co. à Tokyo. La compagnie était accusée d'être liée avec un des « zaibatsu » (gros combinats) d'avant-guerre, qui avait exploité la main-d'oeuvre coréenne. Revendiqué par « Fang of the Orient » (« Croc de l'Orient »).
- 23 décembre 1974 : Une usine de la Kajima Corporation dans l'est de Tokyo saute au milieu de la nuit. L'explosion n'est revendiquée par personne, et aucun avertissement n'avait été donné, quoique Kajima soit en pleine expansion dans toute l'Asie.
- 28 février 1975 : Une autre grosse société de construction, Hazamagumi, est touchée, par deux bombes à retardement dans ses bureaux de Tokyo. Encore une fois, de grosses responsabilités dans l'expansion japonaise en Corée du Sud. Revendiqué par « Scorpion » du Front Armé Anti-Japonais d'Asie Orientale. Cinq minutes plus tard, une autre bombe explose dans d'autres bâtiments de la compagnie. Revendiquée par le Comité Uni de Lutte Keihanshin (Kyoto-Osaka-Kobe).
- 19 avril 1975 : L'Institut de Recherches Industrielles et Économiques de Corée du Sud à Tokyo et Arnagasaki Oriental Metals dans la région d'Osaka sont visés par des attentats simultanés. L'Institut sert à planifier l'expansion japonaise en Corée du Sud, et la deuxième société y joue un rôle important. Les deux attentats sont revendiqués par le Front Armé Anti-Japonais d'Asie Orientale.
- 27 avril 1975 : Encore un attentat contre Hazamagumi, dans un chantier près de Tokyo. L'attentat n'est revendiqué par personne.
- 4 mai 1975 : Petite explosion contre un pont en cours de construction par une filiale de Hazamagumi. L'explosion n'est revendiquée par personne.

La situation est très tendue à la suite d'arrestations à Tokyo, le 18 mai. 30 anarchistes sont détenus, rien que dans la région Osaka-Kyoto-Kobe ; 20 à Tokyo. La police avait établi ses listes dès le début du mois de mai, mais avait retardé l'opération, craignant des représailles contre la reine Elisabeth d'Angleterre, alors en visite au Japon. La veille de l'annonce des arrestations, la Fédération Anarchiste apprit que la police préparait une purge des anarchistes au Japon. Le raisonnement sous-tendant l'opération était que, avec le déclin de la « Nouvelle Gauche » néo-trotskyste, le fait que l'Armée Rouge avait dû se réfugier à l'étranger, que les principales tendances avaient sombré dans les luttes fractionnelles, et que le mouvement contre la guerre avait perdu son élan avec la fin des combats au Viet-Nam et le (prétendu) retour d'Okinawa sous contrôle japonais – les seuls éléments gênants étaient les anarchistes. La répression commença.

30 anarchistes sont détenus dans la région de Kansai, et 20 à Tokyo. La plupart étaient étudiants. Pour leur venir en aide, un Comité de Secours Noir allait être constitué, et on se proposait de remettre sur pied la fédération nationale. Alors que ces camarades prévoyaient l'imminence de la confrontation, ils ne se doutaient pas que les arrestations allaient avoir lieu le lendemain. Les poseurs de bombes de Tokyo étaient un groupe séparé, sans aucun rapport avec ceux qui tentent de réorganiser le mouvement national. Les arrestations donnent aux Comités de Secours Noir une soudaine importance, de premier plan. Jusqu'alors, le seul organisme de secours existant était un comité constitué pour venir en aide à un camarade arrêté en 1972 pour une attaque contre l'université de Sapporo. La peine de mort sera sans doute requise contre les inculpés. La peine capitale est toujours en vigueur au Japon, quoique rarement exécutée. Cependant, leur assassinat par l'État, s'il a effectivement lieu, ne sera pas une affaire expéditive, comme en Corée du Sud. Les procès seront tirés en longueur jusqu'à ce que le public ne s'en souvienne plus, et

les exécutions se feront discrètement. C'est, du moins, ce qu'espère le gouvernement.

L'enterrement de Saito Kazu, le camarade qui s'était suicidé après son arrestation, en mai, sous l'inculpation d'attentats à la bombe, se transforma en fête qui aboutit à une manifestation devant le Q.G. de la Police Nationale. Comme c'était là que Saito était mort, des camarades tentèrent d'y déposer des fleurs. La police s'y opposa, et une bagarre suivit, au cours de laquelle plusieurs camarades furent arrêtés (et relâchés par la suite). Un comité fut formé pour élaborer la stratégie de la campagne de soutien. Un journal mensuel, *Kyüen* (« *Secours* ») a publié les détails des affaires, des conditions de détention, et des révélations sur les menées contre-révolutionnaires. Il veut aider les détenus qui forment des unions de prisonniers, pour la plupart des gens inculpés dans des affaires concernant l'Armée Rouge, quoique de nombreux « non-politiques » (une fausse distinction) soient en train d'y adhérer. Le Comité de Soutien aux 7 de Tokyo veut s'affilier à la Croix Noire Anarchiste. La Croix Noire Anarchiste japonaise est un élément de la lutte. Le congrès constitutif de la Fédération Anarchiste du Japon est prévu pour le mois de septembre.

Une nouvelle vague de répression est à prévoir après la libération des 5 camarades par l'Armée Rouge[[Le 4 août 1975, 5 membres de l'Armée Rouge faisaient 53 otages au consulat des U.S.A. à Kuala-Lumpur (capitale de la Malaysia), dont le consul américain et le chargé d'affaires suédois ; en échange, ils obtinrent la libération de 5 prisonniers au Japon, 2 autres ayant refusé de partir. (N.d.T.)]]. On pense que Sasaki n'avait jamais été mêlé à l'Armée Rouge jusqu'à présent. Il a probablement été libéré pour son savoir-faire en matière d'explosifs.Puisqu'il risquait la peine de mort, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il ne se soit pas fait prier pour partir. Les 4 autres risquent la peine de mort, si les tribunaux confirment leurs peines.

Lettre du Japon

(...) Le « Front Anti-Japonais d'Asie Orientale » n'a rien à voir avec l'Armée Rouge, sinon d'avoir adopté certaines de ses méthodes. Le FAJAO est une organisation distincte, visant à dénoncer le passé anti-populaire et les activités présentes du monde des affaires japonais.

(...) Un des camarades de notre groupe est un ancien membre de l'Armée Rouge qui en sortit quand il ne put plus supporter son autoritarisme. L'Armée Rouge a perdu plus de membres à travers les massacres internes (les suites de l'incident de Karvizawa, début 1971) et les défections qu'à travers la répression policière. Un des prisonniers libérés après l'incident de Kuala Lumpur était un anarchiste, un membre des 7 de Tokyo ; il a probablement été libéré pour ses connaissances en matière d'engins explosifs, pas à cause d'un côté cosmopolite de l'Armée Rouge. D'après mes informations il n'avait eu aucun rapport avec eux jusqu'alors, et je pense qu'il a accepté d'être libéré parce qu'il était menacé d'assassinat officiel par le gouvernement japonais. Deux camarades qui avaient fait partie de l'Armée Rouge refusèrent, l'un d'entre eux déclarant qu'il rejetait la façon élitiste de faire la révolution de l'Armée Rouge.

(...) Pour ce qui est de l'attitude des anarchistes d'ici vis-à-vis de l'Armée Rouge en général, on pourrait dire qu'ils en font l'éloge pour avoir montré les faiblesses du gouvernement japonais, et pour avoir « internationalisé » les perspectives révolutionnaires japonaises. Quelles que soient leurs opinions sur la violence, les anarchistes du Japon ont formé un Comité de Soutien pour venir en aide à tous les prisonniers politiques.

Le procès des 7 de Tokyo est prévu pour le mois d'octobre. Il y a 4 nouveaux chefs d'inculpation, ce qui en fait 16 en tout. Le premier numéro publié par le Comité de Soutien est paru. Il contient l'histoire des agissements passés des compagnies visées par les bombes ; une chronologie du monopole de la

violence anti-populaire aux mains du gouvernement japonais, etc.

Portugal

« Le matin du 2 septembre 1975, à 10 h 43, le consulat de l'État Espagnol à Porto a été en partie détruit par une charge explosive. Nous avons accompli cette action pour exprimer notre solidarité internationale avec le peuple basque, et avec sa lutte pour la libération des camarades Garmendia et Otaegui, condamnés à mourir par le garrot. Tant que la lutte contre les fascistes en restera au niveau des mots, rien ne sera obtenu, et les révolutionnaires continueront à être emprisonnés et assassinés.

Cette action est notre premier avertissement ! Si nos camarades ne sont pas libérés, d'autres actions suivront, et elles seront sans pitié. La police a été avertie 10 minutes à l'avance, et le consulat 9 minutes à l'avance. Les uns et les autres furent priés de faire évacuer les bâtiments et leurs environs. Les journaux furent avertis 5 minutes à l'avance. Le consulat porte la responsabilité exclusive du fait que 4 personnes ont été blessées. Ils avaient 9 minutes pour évacuer. Cette façon de procéder est caractéristique de régimes disposés à laisser des gens aller à la mort, s'ils peuvent s'en servir pour retourner l'opinion publique contre les révolutionnaires ».

Les Internationalistes de Solidarité Révolutionnaire.